

21 décembre 2023 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

MALI

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	4
1. Bref historique	6
2. Etat actuel du conflit	7
2.1. Développements politiques	7
2.2. Aperçu de la situation sécuritaire	8
2.2.1. Au Sahel	8
2.2.2. Au Mali.....	9
3. Parties combattantes	12
3.1. Forces armées maliennes (FAMA)	12
3.2. Wagner	13
3.3. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	13
3.4. Groupes armés signataires de l'Accord de paix	14
3.5. Groupes d'autodéfense	15
3.6. Groupes terroristes	15
4. Typologie de la violence	17
4.1. Nombre d'incidents	17
4.2. Nature des incidents	18
4.3. Violations des droits humains	19
5. Cibles de la violence	20
5.1. Données	20
5.2. Civils.....	21
5.3. Forces internationales et nationales	23
6. Répartition géographique.....	23
6.1. Nord	25
6.2. Centre.....	26
6.3. Sud.....	27
7. Déplacements de population	28
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	30
8.1. Insécurité alimentaire	31
8.2. Accès à l'éducation	31
8.3. Accès aux soins de santé	31
8.4. Liberté de mouvement	31
8.5. Accès à l'aide humanitaire	33
Résumé	34
Annexes	36
1. Carte administrative du Mali	36
2. EIGS - présence et contrôle des territoires	37
3. Implantation du GSIM au Mali (décembre 2021)	38
4. Violences impliquant le groupe Wagner au Mali entre décembre 2021 et juin 2023	39
5. Graphiques concernant la situation, les structures et les besoins des PDI au Mali	39
Bibliographie.....	42

Liste des sigles utilisés

AI	Amnesty International
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEP	Counter Extremism Project
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EEI	Engin explosif improvisé
FAMA	Forces armées maliennes
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
JNIM	Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personnes déplacées internes

Introduction

Le présent rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali. Il porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 30 octobre 2023. Ce document met à jour deux COI Focus *Situation sécuritaire* : le premier est un document datant du 14 décembre 2022¹ et le deuxième est une mise à jour partielle, du 4 mai 2023². Les recherches pour cette actualisation ont été clôturées le 18 décembre 2023.

Le Cedoca a notamment utilisé à titre de sources d'information les rapports de différents organes onusiens dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs OCHA) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ainsi que des documents issus des forums de recherche internationaux, les rapports et communications d'organisations non gouvernementales (ONG) telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI) ainsi que des articles de presse publiés dans les médias internationaux et nationaux.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Mali, il s'agit notamment des sources suivantes : WhatsApp, X (anciennement Twitter), les Forces armées maliennes (FAMA), Facebook, les publications locales et un grand nombre de sources confidentielles.

À l'instar de sources telles que les Nations unies, le Cedoca fait la distinction entre les groupes armés qui ont signé l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015 et les groupes non signataires. Pour désigner cette deuxième catégorie, le Cedoca utilise les termes « groupes terroristes », « djihadistes » ou encore « groupes islamistes ».

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles³. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 30 septembre 2023. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts⁴. L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue⁵.

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données⁶. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

La synthèse des principaux incidents sécuritaires et des récents développements au Mali présentée dans ce document a pour objectif de faciliter la compréhension du conflit. Le relevé des incidents dans ce COI Focus ne prétend pas à l'exhaustivité, mais vise exclusivement à illustrer les différents types de violence.

¹ Voir : CGRA - Cedoca, 14/12/2022, [url](#)

² Voir : CGRA - Cedoca, 04/05/2023, [url](#)

³ ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

⁴ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

⁵ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

⁶ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

Les conditions de sécurité au Mali font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place se produisent, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

1. Bref historique

Le Mali traverse une crise sécuritaire multidimensionnelle complexe qui ne cesse de s'aggraver depuis plus de dix ans. En janvier 2012, les rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), soutenus par des groupes islamistes, se soulèvent dans le nord du pays contre le gouvernement central de Bamako pour obtenir leur indépendance⁷. En mars 2012, une junte militaire prend le pouvoir dans le Sud et renverse le président Amadou Toumani Touré, au motif qu'il a été incapable d'endiguer la rébellion touareg dans le Nord. Face à la pression internationale, la junte va remettre le pouvoir à un gouvernement de transition⁸. Le MNLA proclame, quinze jours après le coup d'Etat, l'indépendance de de l'Azawad, terme sous lequel les Touareg désignent un vaste territoire au nord du Mali considéré comme leur berceau naturel⁹.

Bénéficiant du soutien des groupes djihadistes Ansar Dine, le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), les rebelles touareg s'emparent des grandes villes du nord du pays : Kidal, Gao et Tombouctou. Mais ces derniers seront vite supplantés par des groupes terroristes, qui arrivent ainsi à contrôler la moitié du territoire malien et gouvernent selon des règles et des lois différentes de celles en vigueur dans le Sud. Des opérations militaires internationales s'en suivent : la France lance l'opération Serval en janvier 2013, tandis que les Nations unies vont déployer en juillet de la même année, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)¹⁰.

Élu président de la République en août 2013, Ibrahim Boubacar Keïta poursuit le dialogue avec les rebelles touareg qui débouche, en mai-juin 2015, sur un cessez-le-feu et la signature d'un *Accord pour la paix et la réconciliation issu du Processus d'Alger*¹¹, entre le gouvernement, une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux¹², et l'ex-rébellion à dominante touareg regroupée dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)¹³.

Dispersés au Nord suite à l'intervention militaire française, les groupes terroristes se sont progressivement reconstitués et implantés au centre du Mali et dans la région « des trois frontières »¹⁴. Ils y mènent des attaques contre les forces de sécurité, commettent des exactions contre les civils et exploitent les tensions communautaires. Malgré la présence de diverses forces antiterroristes et d'opérations militaires soutenues par la communauté internationale, le nombre d'incidents sécuritaires a multiplié par six entre 2012 et 2021¹⁵. Suite aux nombreuses manifestations organisées en 2020 contre le président Keïta et son gouvernement, une junte militaire commandée par le colonel Assimi Goïta mène deux coups d'Etat (en août 2020 et en mai 2021) et le pays plonge à nouveau dans une incertitude politique. Nommé vice-président lors du premier coup d'Etat en 2020, Assimi Goïta prend le fauteuil de président intérimaire après avoir mené le deuxième putsch de mai 2021¹⁶.

⁷ Nations unies - Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

⁸ FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 4, [url](#)

⁹ France 24, 06/04/2012, [url](#)

¹⁰ FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 5, [url](#) ; Jeune Afrique (Grogga-Bada M.), 04/07/2012, [url](#) ; Jeune Afrique, 08/06/2012, [url](#) ; RFI, 12/07/2012, [url](#) ; RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#) ; RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#)

¹¹ Le Cedoca utilisera les termes « Accord » ou « Accord de paix » dans l'ensemble de ce document.

¹² Couramment appelée la « Plateforme ».

¹³ Le Figaro, 15/08/2013, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 8, [url](#) ; RFI, 20/06/2015, [url](#) ; Jeune Afrique (Mihoubi S.), 20/06/2016, [url](#)

¹⁴ Zone géographique située au Sahel entre trois pays : le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

¹⁵ Le Monde, 27/01/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 20/05/2019, [url](#) ; UNFPA, 17/11/2020, p. 37, [url](#) ; HRW, 02/02/2017, [url](#) ; HCR, 09/11/2023, [url](#) ; VOA, 05/05/2018, [url](#) ; HRW, 02/02/2017, [url](#)

¹⁶ France 24, 29/05/2021, [url](#) ; ICG, 21/09/2021, [url](#) ; Le Monde, 25/05/2021, [url](#) ; Le Monde, 27/06/2021, [url](#) ; La Libre, 22/09/2020, [url](#) ; RFI, 25/09/2020, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 29/09/2020, [url](#) ; ICG, 27/05/2021, [url](#)

2. Etat actuel du conflit

2.1. Développements politiques

Dans le but d'unir leurs efforts contre les groupes terroristes, les dirigeants putschistes du Mali, Niger et Burkina Faso ont annoncé, à la mi-septembre 2023, la création de l'Alliance des États du Sahel (AES). Les trois présidents ont également signé une charte établissant une coopération entre ces trois états voisins, visant à mettre en place « une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle »¹⁷.

Sur le plan politique interne, les autorités de transition ont organisé le 18 juin 2023 des élections en vue de l'adoption d'une nouvelle constitution. Celle-ci a été approuvée avec 97 % des voix et un taux de participation de 39,40 %. Néanmoins, le processus électoral a été perturbé dans de nombreuses localités du Nord, en raison de la crainte d'attaques djihadistes ou de divergences politiques¹⁸. Bien que contestée par une opposition hétéroclite, la nouvelle constitution renforce les pouvoirs du président, prévoit l'amnistie pour les auteurs de coups d'État antérieurs, renforce les capacités de l'armée, réforme certaines institutions et accorde une certaine reconnaissance aux « autorités traditionnelles »¹⁹.

Après avoir mis fin à toute forme de coopération en matière de sécurité avec la France et les partenaires occidentaux en 2022, les autorités de transition ont demandé, le 16 juin 2023, le retrait « sans délai » de la MINUSMA²⁰. Le retrait des troupes a été acté par le Conseil de sécurité des Nations unies le 30 juin 2023 et se fera progressivement jusqu'au 31 décembre 2023²¹.

Ce retrait de la MINUSMA met en péril deux tiers du pays, exposant davantage les communautés du Centre et du Nord à un risque accru de violence, selon les experts du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA). Dans une publication du 21 juillet 2023, le CESA souligne que durant son mandat :

« la junte a eu recours à la peur, au harcèlement et à l'intimidation pour restreindre l'espace civique et la liberté de la presse, créant un climat dans lequel « les citoyens évitent de s'exprimer sur la politique ou la sécurité » et « les utilisateurs maliens des réseaux sociaux n'osent plus exprimer une opinion qui contredirait la propagande officielle ». La junte malienne a mené à plusieurs reprises des campagnes de désinformation coordonnées pour susciter des attitudes positives à l'égard des forces Wagner et du soutien russe, tout en rejetant la responsabilité de la détérioration de la situation sécuritaire sur les forces statutaires internationales »²².

Les craintes quant à une possible rupture de l'Accord de paix et la reprise des hostilités entamées en 2012 sont alimentées par les vives tensions apparues en avril 2023 entre les autorités de Bamako et les ex-rebelles²³ du nord du Mali. Début août, des affrontements armés ont opposé les FAMA aux groupes touareg du Nord. Alors que l'armée malienne a officiellement déclaré vouloir reprendre le contrôle des anciens camps militaires de la MINUSMA, ces affrontements sont perçus comme une agression et une violation de l'Accord de paix représentant la « première étape d'une opération de

¹⁷ Jeune Afrique, 16/09/2023, [url](#) ; Colonel Assimi GOITA @GoitaAssimi, 16/09/2023, [url](#)

¹⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 03/08/2023, [url](#)

¹⁹ France 24, 16/06/2023, [url](#) ; Jeune Afrique, 18/06/2023, [url](#) ; Secrétariat General du Gouvernement, 22/07/2023, [url](#)

²⁰ Jeune Afrique, 16/06/2023, [url](#)

²¹ Nations unies, 30/06/2023, [url](#).

²² CESA, 21/07/2023, [url](#)

²³ Les principaux mouvements armés du nord du Mali signataires de l'Accord de paix (la CMA et la Plateforme) se sont regroupés en mai 2021 sous une coalition nommée Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD). Le Groupe d'autodéfense Imghad et Alliés (Gatia), membre de la Plateforme, a quitté la coalition fin juillet 2023 et, suite au conflit ouvert avec les autorités de Bamako, le Mouvement pour le Salut de l'Azawad a quitté cette coalition en septembre de la même année. Jeune Afrique, 25/09/2023, [url](#)

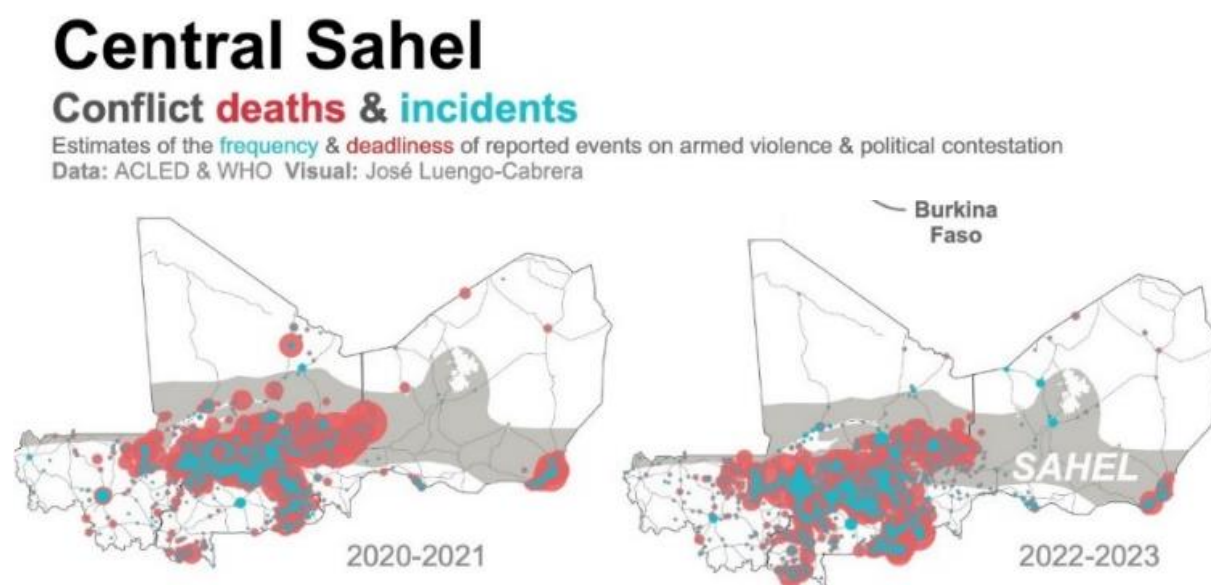
reconquête des territoires septentrionaux » contrôlés jusque-là par les anciens groupes séparatistes, et notamment la CMA²⁴.

Début août 2023, la France a suspendu la délivrance des visas destinés aux ressortissants maliens après avoir placé tout le Mali, y compris Bamako, en zone « rouge », non conseillée aux voyageurs. Bamako a répliqué avec la même mesure à l'encontre des ressortissants français, une situation qui complique encore les relations bilatérales entre les deux pays²⁵.

Le 25 septembre 2023, les autorités de transition ont annoncé « un léger report pour des raisons techniques » des élections présidentielles, initialement prévues pour février 2024²⁶.

2.2. Aperçu de la situation sécuritaire

2.2.1. Au Sahel



Évolution et étendue du conflit au Sahel Central de 2020 à août 2023²⁷

Marquée par l'instabilité politique et une série de coups d'État militaires qui s'en suivent depuis 2021 (au Mali en août 2020 et mai 2021, au Burkina Faso en janvier et septembre 2022 et au Niger en juillet 2023), la situation sécuritaire dans la région du Sahel central s'est dégradée au cours de l'année 2023, selon les sources consultées²⁸.

Malgré les diverses stratégies adoptées par leur gouvernements pour faire face à l'insurrection djihadiste, les pays sahéliens ont connu une escalade de la violence, exacerbée par les rivalités entre les deux principaux groupes djihadistes opérant au Mali, au Niger et au Burkina Faso : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, en arabe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, JNIM) et l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Depuis 2021, le nombre d'événements violents impliquant des groupes islamistes militants a doublé au Sahel (87 % de ces événements ont été enregistrés au Burkina Faso et au Mali) tandis que le nombre de décès liés à ces violences a presque

²⁴ Jeune Afrique, 24/08/2023, [url](#)

²⁵ Franceinfo, 10/08/2023, [url](#)

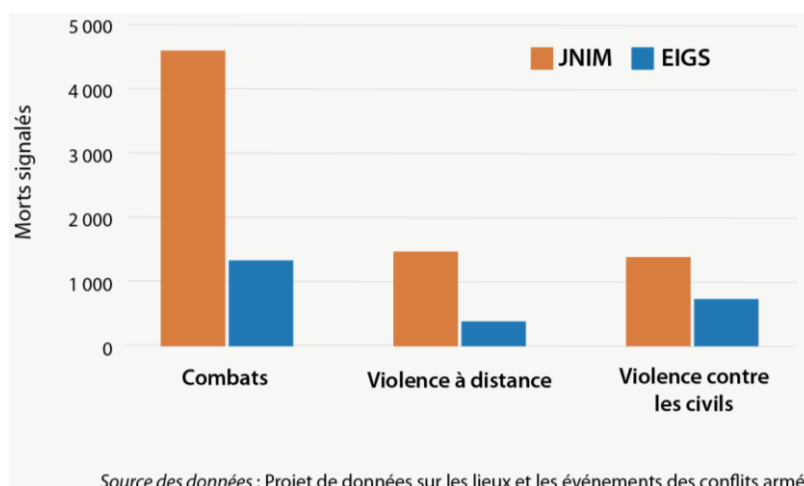
²⁶ Jeune Afrique, 25/09/2023, [url](#)

²⁷ José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 27/09/2023, [url](#)

²⁸ Le Monde, 09/09/2023, [url](#) ; CEP, 27/11/2023, [url](#) ; CESA, 21/08/2023, [url](#)

triplé. Dans un rapport du 21 août 2023, le CESA note qu' « au cours de l'année écoulée, il y a eu presque autant d'attaques contre des civils que de batailles, ces dernières ayant causé 60 % de l'ensemble des décès dans la région. Par ailleurs, les décès liés principalement aux engins explosifs improvisés (EEI) ont augmenté de 61 % au cours de l'année écoulée »²⁹. La même source souligne que :

« le Sahel détient la distinction douteuse d'être le théâtre du plus grand nombre d'attaques contre les civils au cours des trois dernières années. En 2023, plus de 1 100 attaques contre des civils perpétrées par des groupes islamistes militants du Sahel se sont produites, causant plus de 2 080 morts »³⁰.



Décès liés aux deux principaux groupes islamistes actives au Sahel³¹

Selon les données compilées par le chercheur Pieter Van Ostaeyen, le nombre d'attaques revendiquées à la fois par l'EIGS et par le GSIM dans la région sahélienne a connu une hausse en juin et août 2023, confirmant l'impact du récent coup d'Etat au Niger ainsi que du retrait des forces françaises du Burkina Faso et du Niger et le départ de la MINUSMA du Mali. Selon cet expert,

« In August, Mali suffered increased activity from both ISGS and Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin' (JNIM). Both groups focus on the same targets: the Malian military regime, militias, and the Wagner Group. In fact, the Russian mercenaries have never played such a prominent role before in the propaganda of these terror groups from the Sahel »³².

Au cours du mois de septembre 2023, le nombre d'attaques initiées par les groupes djihadistes est resté stable par rapport au mois d'août, bien que l'EIGS n'ait revendiqué aucune de ces attaques. Néanmoins, il est évident que ce groupe a été actif durant cette période³³.

2.2.2. Au Mali

Les différentes sources consultées s'accordent pour dire que la situation sécuritaire au Mali a continué à se dégrader en 2023³⁴. Le pays est confronté à une intensification des violences perpétrées par les groupes djihadistes à la suite du vide sécuritaire créé par le retrait de milliers de forces françaises et

²⁹ CESA, 21/08/2023, [url](#)

³⁰ CESA, 21/08/2023, [url](#)

³¹ CESA, 21/08/2023, [url](#)

³² CEP, 11/09/2023, [url](#)

³³ CEP, 23/10/2023, [url](#)

³⁴ OCHA, 02/10/2023, [url](#) ; HRW, 13/07/2023, [url](#) ; CESA, 21/07/2023, [url](#) ; CEP, 27/11/2023, [url](#)

européennes en 2022 auquel s'ajoute désormais le retrait de la MINUSMA³⁵. L'organisation HRW affirme que la situation sécuritaire au Mali s'est fortement détériorée au cours de cette année. Ilaria Allergozzi, chercheuse senior HRW sur le Sahel témoigne que « des groupes armés islamistes attaquent brutalement les civils et contribuent à alimenter une urgence humanitaire de grande ampleur »³⁶. Selon l'OCHA, « le premier semestre de l'année 2023 a été marqué par une détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du Mali, qui continue de s'étendre aux régions centrales et du sud du pays avec des conséquences désastreuses pour les populations civiles »³⁷.

En effet, une étendue considérable du territoire malien est désormais sous le contrôle effectif des groupes islamistes, comme l'ont observé plusieurs experts dans le conflit sahélien. Les zones d'occupation sous l'emprise de la branche sahélienne de l'Etat Islamique (l'EIGS) sont localisées dans le nord et le nord-est du Mali, comme le met en lumière [l'illustration](#) figurant dans les [Annexes](#) ainsi que [les cartes](#) présentées au point [3.6.](#) du présent document³⁸. Selon les chercheurs du Counter Extremism Project,

« As of August 2023, IS Sahel has not been ousted from Talataye and continues to be a heavy threat to Mali. [...]In particular, the group controls rural areas in eastern Menaka and large parts of the Asongo area in northern Gao »³⁹.

Les données du CESA indiquent qu'au cours des six premiers mois de 2023, la violence islamiste a touché 18 % de plus du territoire malien par rapport à la même période de l'année précédente⁴⁰. Les experts des Nations unies confirment, dans un rapport d'août 2023, qu'en moins d'un an, l'EIGS a doublé la superficie des zones qu'il contrôle au Mali⁴¹. Les combattants de l'Etat islamique ont ainsi réussi à conquérir et contrôler les villages autour de Ménaka, causant le déplacement, le décès ou l'enlèvement de milliers de civils. Les experts du Washington Institute estiment que cette montée en puissance de l'Etat islamique au Mali peut être directement liée au retrait des forces françaises qui n'avaient pas réussi, jusqu'à leur départ, à éradiquer l'insurrection des groupes djihadistes⁴².

De son côté, le GSIM affilié à al-Qaïda, cherche à s'imposer comme le principal garant de la sécurité des populations rurales face à l'Etat Islamique, notamment dans le centre du Mali. Le groupe contrôle également d'importantes étendues de territoire, comme illustré dans [cette carte établie en 2021 par les experts d'ICG](#). Cependant, le groupe islamiste a revendiqué des nombreuses attaques contre l'armée malienne mais aussi contre les civils. Plus de 60 civils ont été tués après deux attaques revendiquées par le GSIM visant un bateau de transport sur le fleuve Niger et une base de l'armée malienne dans la région de Gao (Nord)⁴³. La riposte de l'armée aurait permis de « neutraliser » une cinquantaine de terroristes. Chargé de programme du bureau Paix et Sécurité pour la région Afrique Subsaharienne à la fondation Friedrich Ebert, Rémy Asène Dioussé explique à la Deutsche Welle que les djihadistes cherchent ainsi non seulement instaurer un climat de peur et de démontrer leur capacité d'action à tout moment, mais ils essayent d'inciter les populations à se révolter contre les autorités qui n'arrivent pas à assurer la sécurité dans la région⁴⁴.

Alors que le groupe paramilitaire russe Wagner et les FAMA tentent de pallier le vide laissé par le départ des forces internationales, Gao, la plus grande ville du nord du Mali, était en octobre 2023 sous l'emprise du GSIM (JNIM). À plus de 300 km à l'ouest, ce même groupe cherche à interrompre tout

³⁵ BBC, 30/10/2023, [url](#)

³⁶ HRW, 13/07/2023, [url](#)

³⁷ OCHA, 02/10/2023, [url](#)

³⁸ CESA, 21/07/2023, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 03/08/2023, [url](#) ; The Washington Institute, 26/09/2023, [url](#)

³⁹ CEP, s.d., [url](#)

⁴⁰ CESA, 21/07/2023, [url](#)

⁴¹ Nations unies - Conseil de sécurité, 03/08/2023, [url](#)

⁴² The Washington Institute, 26/09/2023, [url](#)

⁴³ La Libre, 08/09/2023, [url](#)

⁴⁴ DW, 08/09/2023, [url](#)

approvisionnement et impose un blocus total à la ville de Tombouctou depuis le 8 août 2023⁴⁵. Selon Jeune Afrique,

« outre les axes reliant la région à l'Algérie et à la Mauritanie, le JNIM bloque la RN16, voie vitale entre le sud et le nord du pays. Des dizaines de véhicules de marchandises sont à l'arrêt depuis des semaines à Douentza, entre Bamako et Tombouctou. [...] En une semaine, deux véhicules de transport en commun ont été attaqués et un camion de marchandises incendié par les groupes armés à l'entrée de la ville, provoquant une psychose chez les transporteurs, qui reçoivent des messages audio menaçants diffusés par le JNIM. Plusieurs bateaux ont aussi été ciblés sur le fleuve Niger, qui relie Tombouctou à Bamako »⁴⁶.

Selon la même source, Talha Abou Hind, le commandant du GSIM pour la région de Tombouctou aurait averti qu'il mobilisera ses hommes autour de la ville pour « une guerre totale » contre l'État malien qui a fait appel au groupe paramilitaire Wagner⁴⁷.

Une évolution récente montre qu'après une guerre ouverte entre le GSIM et l'EIGS pour le contrôle des territoires dans le nord-est du Mali, un cessez-le-feu semble être intervenu entre les deux groupes terroristes qui ont choisi de se concentrer sur leur ennemi commun, à savoir l'armée malienne épaulée par les mercenaires de Wagner⁴⁸. L'expert Pieter Van Ostaeyen indique dans un rapport publié en octobre 2023 que l'accord survenu entre le GSIM et l'EIGS, qui divise désormais le pays en zones d'opérations distinctes entre ces deux groupes, est de nature à engendrer une déstabilisation complète du Mali⁴⁹.

Les civils demeurent les principales victimes des diverses formes de violences découlant des conflits au Mali. Depuis le début de l'année 2023, la violence visant les civils a augmenté de 38 % selon l'ACLED. Les auteurs de ces violences sont, par ordre d'importance, le GSIM dans 33 % des événements, les FAMA et/ou le Groupe Wagner dans 29 % des cas, et l'EIGS dans 15 % des événements⁵⁰.

À ce tableau s'ajoutent les violences générées par de vastes réseaux de criminalité organisée transnationale impliqués dans le contrôle du commerce, du trafic et de la contrebande par voies terrestres transitant par le nord du Mali, principalement à Gao et Kidal⁵¹.

La MINUSMA servant de garant à l'Accord de paix entre le gouvernement malien et les groupes séparatistes du Nord, son départ est qualifié par ces derniers de « coup fatal » à cet accord, pointent les experts du CESA⁵². Dans ce contexte, on observe une recrudescence des tensions entre les groupes signataires de l'Accord de paix et les FAMA. À partir d'avril 2023, ces tensions ont commencé à s'exacerber lorsque des avions de chasse des FAMA ont survolé à basse altitude les environs de Kidal, un bastion historique des rébellions indépendantistes à prédominance touareg et par ailleurs fief de la CMA⁵³. Fin août, les rebelles du Nord ont accusé les FAMA d'avoir mené de nouvelles frappes aériennes sur ses positions et la CMA a déclaré être « en temps de guerre » avec la junte⁵⁴. À la suite du départ de la MINUSMA, les rebelles touareg se sont opposés à ce que l'armée malienne prenne le contrôle des bases évacuées par les milliers de soldats des Nations unies⁵⁵. Les FAMA ont annoncé l'occupation d'anciennes bases de la MINUSMA à Ogossagou, Ber, Goundam et Menaka⁵⁶. S'en suivirent des

⁴⁵ CEP, 27/11/2023, [url](#)

⁴⁶ Jeune Afrique, 11/09/2023, [url](#)

⁴⁷ Jeune Afrique, 11/09/2023, [url](#)

⁴⁸ CEP, 23/10/2023, [url](#)

⁴⁹ CEP, 23/10/2023, [url](#)

⁵⁰ ACLED, 21/09/2023, [url](#)

⁵¹ Nations unies - Conseil de sécurité, 03/08/2023, [url](#)

⁵² CESA, 21/07/2023, [url](#)

⁵³ Jeune Afrique, 5/04/2023, [url](#)

⁵⁴ France 24, 12/09/2023, [url](#)

⁵⁵ CESA, 21/07/2023, [url](#)

⁵⁶ BBC, 30/10/2023, [url](#)

affrontements à Dioura, Léré, Ber, Bamba, Bourem et Tarkint de septembre jusqu'au début octobre 2023, quand une centaine de véhicules de FAMA accompagnés de mercenaires russes de Wagner ont quitté Gao et se sont dirigés vers Kidal. Selon la presse, l'armée malienne chercherait à prendre le contrôle de la ville de Kidal, symbole de l'Azawad⁵⁷.

Le nombre de décès s'élève à environ 400 personnes dont près de la moitié des civils⁵⁸. Citant des chiffres de l'ACLED, Le Monde affirme dans un article que les rebelles ont bénéficié du soutien non déclaré du GSIM qui aurait mené depuis le début d'août 2023 une soixantaine d'attaques dans le Nord, tuant plus de 120 soldats et civils⁵⁹.

Affrontements depuis le 11 août opposant les forces armées maliennes et...

- ... la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)
- ... le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda
- ... l'organisation Etat islamique au Sahel (EIS)



✿ Batailles majeures opposant la CMA aux forces armées maliennes

➔ Convoi de l'armée malienne parti le 2 octobre

Base de la Minusma...

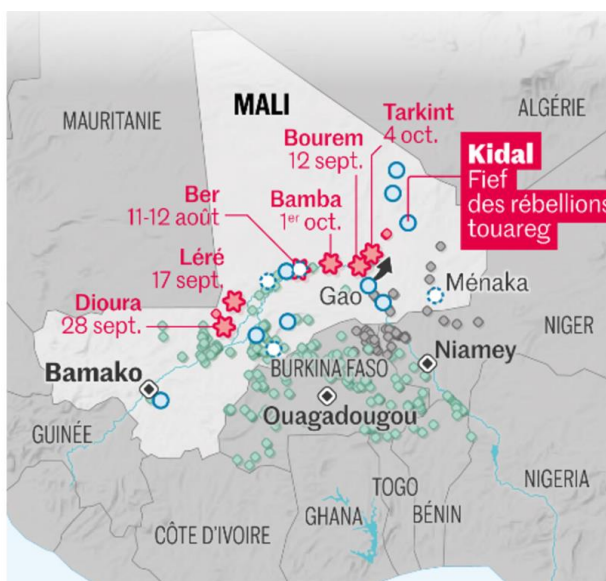
○ ... qui doit être fermée avant fin 2023

⊖ ... fermée en août 2023

Source : Acled

Infographie Le Monde

250 km



Combats entre les FAMA et les groupes signataires suite à l'avancement de l'armée dans le nord du Mali⁶⁰

3. Parties combattantes

Les forces internationales qui ont quitté le Mali sont décrites dans le COI Focus Mali *Situation sécuritaire* du 14 décembre 2022⁶¹.

3.1. Forces armées maliennes (FAMA)

Les FAMA comptent environ 18.000 soldats⁶². Selon le classement établi en 2023 par Global Firepower (GFP)⁶³, l'armée malienne était considérée comme la 21^{ème} armée la plus puissante en Afrique. Sur un total de 145 pays classés, le Mali se situe à la 110^{ème} position mondiale, devant le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie⁶⁴.

⁵⁷ Le Monde, 05/10/2023, [url](#) ; Le Figaro, 12/09/2023, [url](#)

⁵⁸ ICG, 13/10/2023, [url](#)

⁵⁹ Le Monde, 08/11/2023, [url](#)

⁶⁰ Le Monde, 05/10/2023, [url](#)

⁶¹ Voir: CGRA - Cedoca, 14/12/2022, [url](#)

⁶² Franceinfo, 12/01/2022, [url](#) ; GFP, 01/09/2023, [url](#)

⁶³ Site Internet américain spécialisé dans le domaine militaire.

⁶⁴ GFP, 2022, [url](#) ; GFP, 01/09/2023, [url](#)

3.2. Wagner

Le groupe militaire privé russe aurait été fondé en 2014 par Dmitri Utkin, un ancien officier de l'armée russe⁶⁵. Initialement impliqué dans l'annexion de la Crimée en 2014, le groupe Wagner a opéré en Syrie en 2015 et serait encore actif en Lybie (depuis 2016) et en Centrafrique (depuis 2017). Fin 2021, près de 1.000 militaires russes du groupe Wagner sont arrivés au Mali pour soutenir les FAMA dans leur combat contre les groupes militants islamistes. Selon les sources du CESA, l'accord entre l'Etat malien et le groupe Wagner accorderait un montant mensuel de 10,9 millions de dollars aux paramilitaires russes et donnerait à Wagner l'accès aux mines d'or maliennes⁶⁶. Ce déploiement aurait influencé la décision de la France de se retirer du Mali, selon la BBC⁶⁷. Largement rapportée, la présence de Wagner n'a pas été reconnue formellement par la junte militaire au pouvoir qui a admis seulement la présence d'« instructeurs » militaires russes⁶⁸. Selon Héli Nsaibia, chercheur à l'ACLED, Wagner a, d'une certaine manière, remplacé la France dans le conflit et est ainsi devenu l'ennemi des groupes terroristes :

« les opérations de Wagner sont surtout localisées dans le centre du Mali et ciblent principalement la communauté peule, dont le JNIM se présente comme le protecteur. Donc dans cette dynamique, Wagner est vraiment un ennemi du JNIM »⁶⁹.

Depuis l'arrivée des mercenaires russes au Mali en décembre 2021, le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter. Les mercenaires de Wagner ont participé à 90 % des actions militaires lancées par les FAMA dans le centre du Mali. Selon l'ACLED, entre le 1^{er} décembre 2021 et le 30 juin 2023, Wagner aurait été impliqué dans près de 300 actions militaires violentes en collaboration avec les FAMA, la milice Dan Na Ambassagou ou des milices Dozo, dans les régions de Mopti et Ségou⁷⁰. L'organisation HRW a documenté à plusieurs reprises ce qu'elle qualifie d'atrocités commises par l'armée malienne et par des combattants présumés du groupe Wagner à l'occasion d'opérations militaires menées contre des groupes armés islamistes⁷¹. La [carte](#) se trouvant dans les [Annexes](#) du présent document, illustre les violences impliquant le groupe Wagner au Mali entre décembre 2021 et juin 2023.

3.3. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

La MINUSMA a vu le jour le 25 avril 2013 avec pour but de soutenir le processus politique et la mise en œuvre de l'Accord de paix. Ses missions principales étaient d'assurer la sécurité et la protection de civils, l'appui au dialogue politique national et au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays, la reconstruction du secteur de la sécurité malien, la promotion et la protection des droits de l'homme, et l'aide humanitaire⁷².

Fin juin 2022, le Conseil de sécurité des Nations unies a renouvelé son mandat pour un an, jusqu'au 30 juin 2023, mais déjà à cette époque, les représentants maliens ont exprimé des réserves et ont déclaré leur « opposition ferme à la liberté de mouvement de la Minusma dans l'exécution de son mandat dans le domaine des droits de l'homme »⁷³.

⁶⁵ BBC, 05/04/2022, [url](#) ; Franceinfo, 26/09/2022, [url](#)

⁶⁶ CESA, 21/07/2023, [url](#)

⁶⁷ BBC, 05/04/2022, [url](#)

⁶⁸ Al Jazeera, 20/04/2022, [url](#)

⁶⁹ Jeune Afrique, 10/11/2022, [url](#)

⁷⁰ ACLED, 02/08/2023, [url](#)

⁷¹ HRW, 24/07/2023, [url](#)

⁷² MINUSMA, s.d., [url](#)

⁷³ MINUSMA, 11/07/2022, [url](#) ; Jeune Afrique, 30/06/2022, [url](#)

En juin 2023, les effectifs de la MINUSMA étaient de 11.676 militaires et 1.588 policiers déployés sur 12 sites du Mali⁷⁴. Au 30 septembre 2023, la MINUSMA dénombrait 310 morts dans ses rangs depuis le début de sa mission au Mali⁷⁵.

Dix ans après son arrivée au Mali, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, à la demande des autorités militaires de transition maliennes, le retrait total du pays du personnel, tant militaire que civil, de la MINUSMA, avec comme date butoir le 31 décembre 2023⁷⁶. Dans le contexte sécuritaire actuel, les spécialistes du Sahel estiment que le retrait de la force onusienne « expose les communautés du nord et du centre du Mali à un risque accru de violence, et met en péril les deux tiers du pays »⁷⁷.

3.4. Groupes armés signataires de l'Accord de paix

Depuis la mi-juin 2014, les mouvements qui ont participé aux négociations pour la sortie du conflit avec le gouvernement malien sont scindés en deux groupes. Les « mouvements politico-militaires de la plateforme d'Alger du 14 juin 2014 » connus sous le nom de Plateforme⁷⁸ sont une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux. Les mouvements autonomistes anti-Bamako se sont quant à eux rassemblés dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA)⁷⁹, ex-rébellion majoritairement touareg, dénommée Coordination⁸⁰.

Début novembre 2017, des dissidents de la Coordination et de la Plateforme ont établi la Coordination des mouvements de l'entente (CME)⁸¹, une troisième coalition de groupes armés maliens qui réclame son inclusion dans la mise en œuvre de l'Accord de paix de 2015⁸². Les mouvements de cette coalition refusent de se définir comme appartenant aux camps indépendantiste ou loyaliste⁸³.

Face à une dégradation de la situation sécuritaire dans le Nord, la Coordination et la Plateforme se sont réunies en mai 2021 au sein d'une nouvelle structure appelée Cadre stratégique permanent (CSP). Ses principaux objectifs incluent la mise en œuvre rapide de l'Accord de paix et une « meilleure cohérence dans la prise en compte des aspirations des populations »⁸⁴.

En juillet 2023, le Groupe d'autodéfense Imghad et Alliés (Gatia), membre de la Plateforme, a quitté le CSP en raison d'incohérences internes. Deux mois plus tard, en septembre 2023, le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), également membre de la Plateforme, a décidé de quitter le CSP invoquant la reprise du conflit entre les mouvements du Nord et l'armée malienne et déclarant son support pour les autorités de Bamako⁸⁵.

⁷⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 02/06/2022, [url](#)

⁷⁵ Nations unies, 30/09/2023, [url](#)

⁷⁶ Jeune Afrique, 16/06/2023, [url](#)

⁷⁷ CESA, 21/07/2023, [url](#)

⁷⁸ Les principaux groupes qui font partie de la Plateforme sont la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) : ICG, 22/05/2015, p. 1, [url](#) ; RFI, 14/07/2019, [url](#)

⁷⁹ Les groupes qui font partie de la Coordination sont le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), une dissidence du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA dissident) et la CMFPR II qui est une aile dissidente de la CMFPR : ICG, 22/05/2015, p. 1, [url](#) ; RFI, 14/07/2019, [url](#)

⁸⁰ Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, p. 12, [url](#)

⁸¹ Cette coalition est composée du Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA), de la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA2), du Front populaire de l'Azawad (FPA) et du Mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA) : CME via Sahel-Elite, 13/05/2018, [url](#)

⁸² CME via Sahel-Elite, 13/05/2018, [url](#)

⁸³ SIPRI, 10/2019, [url](#)

⁸⁴ Anadolu Ajansi, 06/05/2021, [url](#)

⁸⁵ Jeune Afrique, 25/09/2023, [url](#)

3.5. Groupes d'autodéfense

Les conflits interethniques qui sont actuellement résolus par le recours à la force étaient auparavant réglés par des mécanismes de justice coutumière⁸⁶. Ces violences alimentent et facilitent le recrutement des combattants par les groupes djihadistes ou par les groupes d'autodéfense à caractère ethnique⁸⁷. Selon le Centre pour les civils en conflit (Center for Civilians in Conflict, CIVIC), « le ciblage explicite des civils selon les critères ethniques dans les attaques de masse représente une nouvelle dimension du conflit malien »⁸⁸.

Les tensions préexistantes entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs ont été ravivées par les groupes islamistes qui, descendus vers le centre du Mali, ont recruté principalement au sein de la population peule. Face à un manque de protection de la part de l'Etat malien, les Bambaras, les Dogons et les Tellems ont mis en place des milices propres ou des groupes d'autodéfense afin de protéger leurs communautés. En réponse, les Peuls ont fait de même⁸⁹. Les groupes de vigilance peuls, les milices dozos et dogons ainsi que le groupe d'autodéfense Da Na Amassagou (DNA)⁹⁰ sont décrits dans le chapitre 3.3.3. du COI Focus Mali *Situation sécuritaire* du 14 décembre 2022⁹¹.

3.6. Groupes terroristes

Les deux principaux groupes djihadistes actifs au Mali sont l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, en arabe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, JNIM).

L'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) opère au Mali officiellement depuis 2016. Le groupe est notamment actif dans une région située aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, couramment appelée la « zone des trois frontières » ou Liptako-Gourma⁹².

Dirigé par l'émir Iyad Ag Ghali, le GSIM est un groupe affilié à Al-Qaïda fondé officiellement en mars 2017 de la fusion de l'AQMI avec des groupes salafistes locaux comme Ansar Dine, Katiba Macina (FLM) et Al-Mourabitoun. Il se consacre principalement à la mise en œuvre de la charia⁹³. Les origines de ces groupes ainsi que leurs stratégies sont décrits aux chapitres 3.3.2. du COI Focus Mali *Situation sécuritaire* du 14 décembre 2022⁹⁴.

Les cartes ci-dessous montrent l'expansion des zones d'opérations du GSIM et de l'EIGS au Mali :

⁸⁶ CESA, 20/08/2019, [url](#)

⁸⁷ ICG, 09/11/2020, p. i, [url](#)

⁸⁸ CIVIC, 18/06/2020, [url](#)

⁸⁹ HRW, 10/02/2020, [url](#)

⁹⁰ Appelé aussi Dan Nan Ambassagou : Maliactu, 06/09/2019, [url](#) ; RFI, 25/03/2019, [url](#)

⁹¹ Voir : CGRA - Cedoca, 14/12/2022, [url](#)

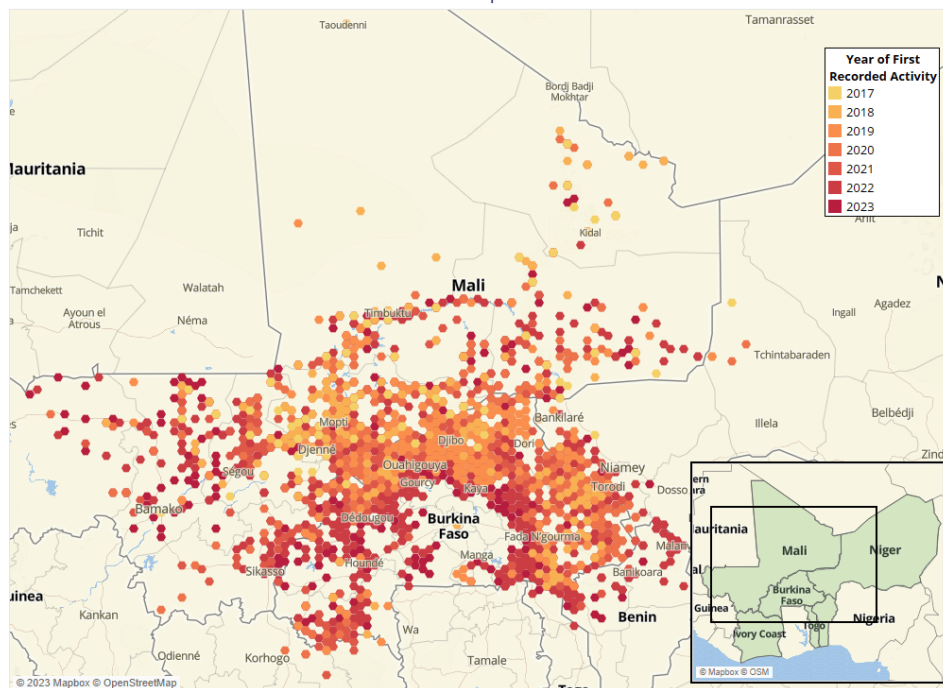
⁹² Huffpost, 14/01/2018, [url](#) ; Libération, 12/12/2019, [url](#) ; Jeune Afrique, 17/10/2022, [url](#)

⁹³ CEP, 27/03/2023, [url](#)

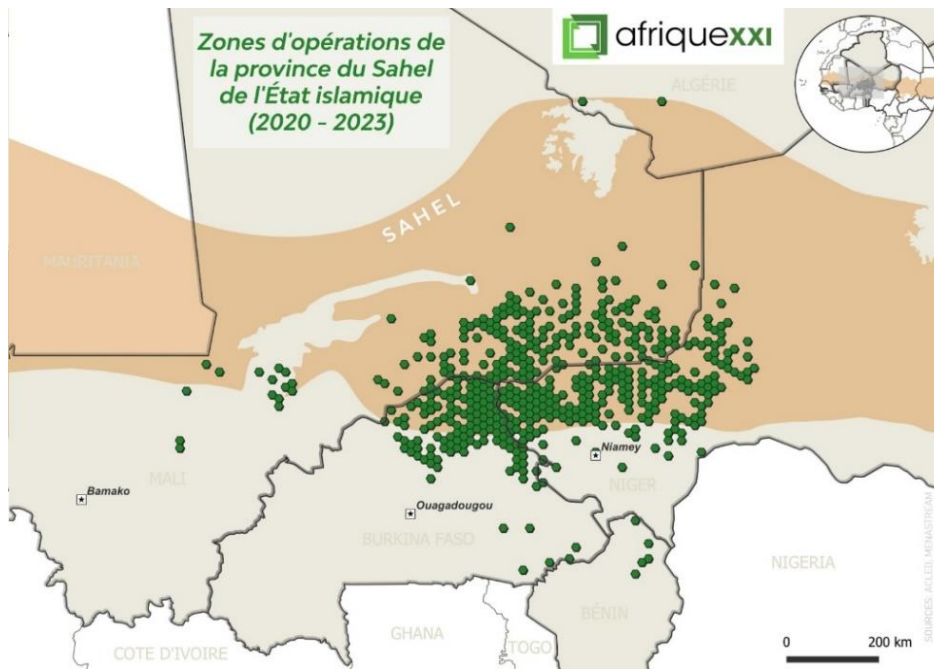
⁹⁴ Voir : [url](#)

Expansion of JNIM Area of Activity Over Time

March 2017 - September 2023



Zones d'expansion du GSIM de mars 2017 à septembre 2023⁹⁵



Zones d'opérations de l'EIGS entre 2020 et 2023⁹⁶

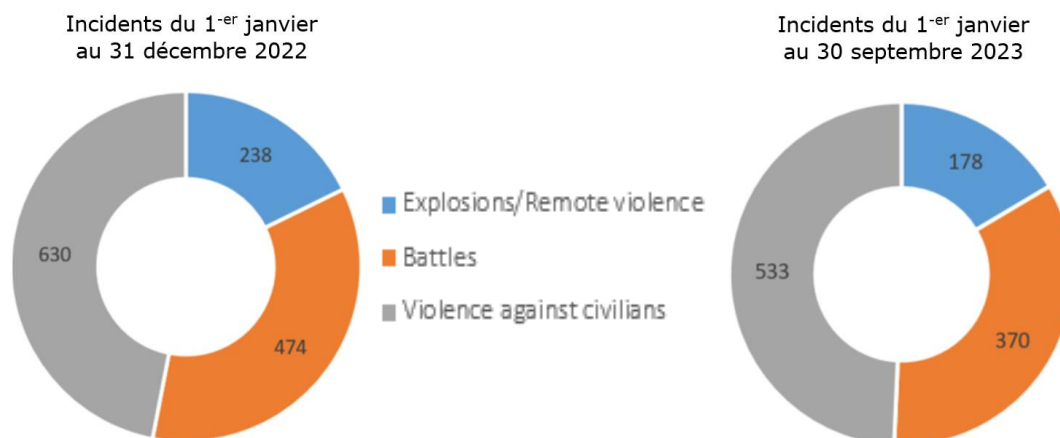
⁹⁵ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

⁹⁶ Afrique XXI, 13/11/2023, [url](#)

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

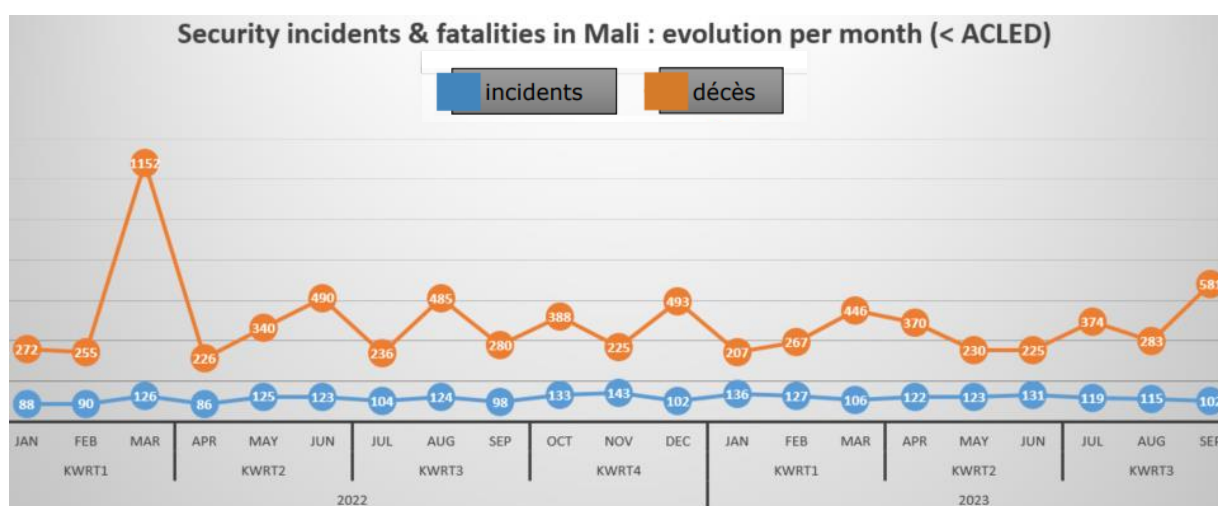
Pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 septembre 2023, l'ACLED a recensé au total 2.423 incidents au Mali. Sur ce nombre, l'ONG américaine classe 844 incidents comme *battles*, 416 incidents comme *explosions/remote violence* et 1.163 comme *violence against civilians*.



Incidents violents recensés par l'ACLED en 2022 et durant les neuf premiers mois de 2023⁹⁷

Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les catégories *riots*, *protests* en *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du CGRA sur la méthodologie de l'ACLED⁹⁸.

Durant cette même période, ces incidents ainsi que les décès sont repartis de la manière suivante :



Evolution du nombre d'incidents sécuritaires et du nombre de décès par mois au Mali⁹⁹

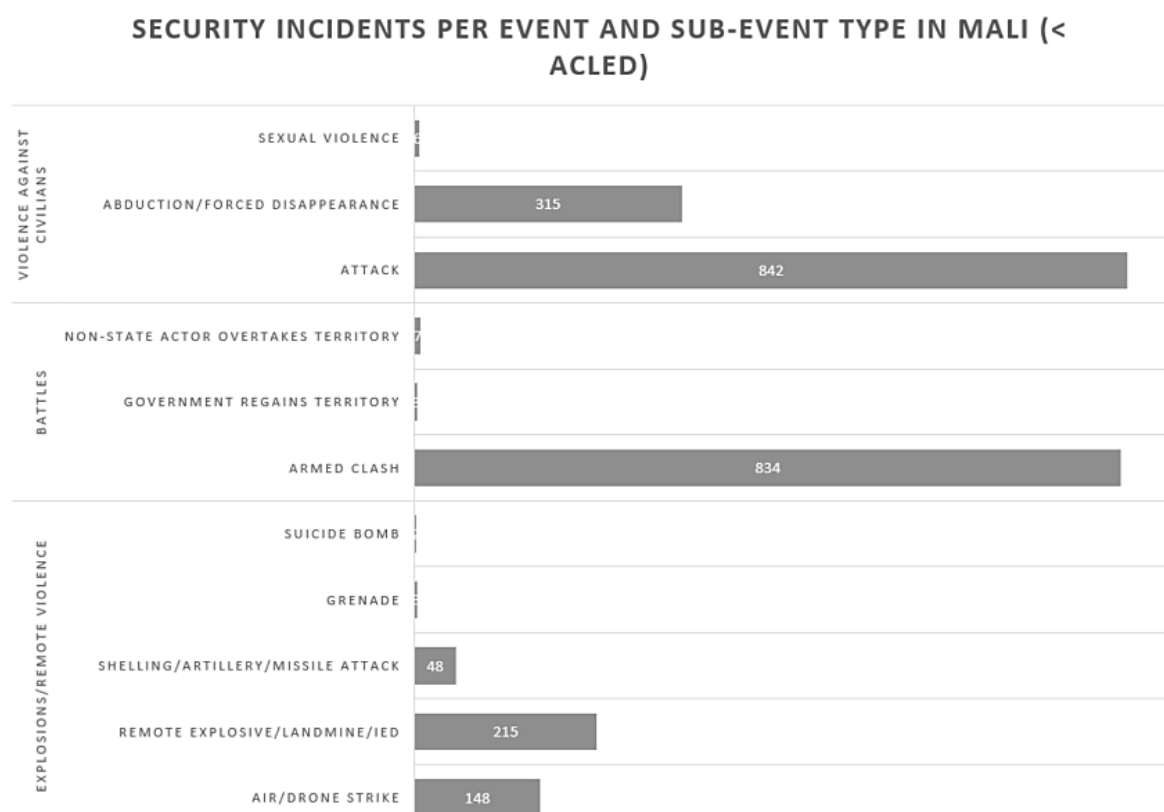
⁹⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

⁹⁸ CGVS , 21/05/2019, [url](#)

⁹⁹ En raison du nombre exceptionnellement élevé de victimes, le mois de mars 2022 a été le plus meurtrier jamais enregistré par l'ACLED depuis 1997. ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

4.2. Nature des incidents

Malgré la difficulté de recueillir des chiffres exacts, les données répertoriées par l'ACLED dessinent clairement les tendances en matière de violences perpétrées au Mali. Du 1^{er} janvier 2022 au 30 septembre 2023, les attaques (842) et les affrontements armés (834) constituent la forme de violence la plus fréquente, comme montré dans le graphique ci-dessous :



Typologie de la violence enregistrée au Mali entre le 1^{er} janvier 2022 et le 30 septembre 2023¹⁰⁰

Les enlèvements/disparitions forcées se classent au troisième rang des violences les plus courantes au Mali. Ils sont, pour la plupart, imputables aux groupes djihadistes et, moins fréquemment, aux groupes armés signataires¹⁰¹. Selon les spécialistes cités par Jeune Afrique, outre les revenus rapportés,

« s'ils permettent d'instaurer une dynamique de terreur et d'intimidation dans les régions où le groupe [GSIM (JNIM)] est présent, les enlèvements adressent aussi un message clair aux autorités locales et aux groupes rivaux présents dans la zone »¹⁰².

Du 1^{er} janvier 2022 au 30 septembre 2023, l'ACLED a recensé plus de 200 incidents impliquant l'utilisation de EEI au Mali, fréquemment déployés par les groupes extrémistes sur les routes principales, notamment dans le centre du pays. Empruntées principalement par les civils, les victimes en sont notamment les hommes effectuant des mouvements en raison de leurs activités économiques, les enfants, les femmes et les jeunes filles à la recherche d'eau et de bois de chauffe. Ces engins entravent également la distribution de l'aide humanitaire¹⁰³.

¹⁰⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

¹⁰¹ Nations unies, 03/08/2023, [url](#)

¹⁰² Jeune Afrique, 03/07/2023, [url](#)

¹⁰³ OCHA, 12/09/2022, [url](#) ; Nations unies, 03/08/2023, [url](#)

Selon Wassim Nasr, spécialiste des mouvements djihadistes de France 24, ces EEI sont utilisés depuis longtemps au Sahel. Le savoir-faire de ce type d'arme s'est vite propagé parmi les mouvements extrémistes depuis le début du conflit libyen et la chute de l'EI en Syrie. De surcroît, la matière première utile à la fabrication de ces engins se trouve facilement en Afrique subsaharienne¹⁰⁴. Solène Jomier, chercheuse pour le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), affirme :

« les EEI sont une façon simple et abordable pour les groupes terroristes de causer des pertes à leurs ennemis sans pour autant risquer la vie de leurs propres hommes. On est clairement dans un schéma de conflit asymétrique. Ces engins, par leur discrétion et leur relative imprédictibilité, participent à nourrir la stratégie de peur de ces groupes, qui cherchent à instiller un sentiment profond d'insécurité parmi les populations civiles et les forces de sécurité de l'État »¹⁰⁵.

Environ 90 % des attaques contre la MINUSMA dans le cadre de la guerre asymétrique développée par les islamistes sont des attaques aux engins explosifs dissimulés. Quant aux tirs d'artillerie dits « de harcèlement », le général de brigade Philippe Pottier, chef d'état-major de la MINUSMA, affirme qu'ils arrivent à créer un effet de surprise et rendent la riposte difficile car les assaillants quittent rapidement la zone¹⁰⁶.

4.3. Violations des droits humains

La situation des droits humains au Mali s'est détériorée en parallèle avec l'augmentation de l'insécurité. Entre avril et juillet 2023, plus de 4.000 violations de droits humains ont été rapportées par le système de suivi de protection, enregistrant une hausse de 500 violations par rapport à la même période en 2022. Toutefois, ces chiffres restent inférieurs à la réalité sur le terrain, en raison d'un sous-rapportage persistant de la part de communautés en proie à l'insécurité et de plus en plus réticentes à partager des informations par crainte de représailles. De plus, les contraintes d'accès dans certaines zones ne permettant pas de prendre la pleine mesure des incidents de protection qui s'y produisent¹⁰⁷.

Des cas de violences sexuelles liées au conflit, ainsi que des violations contre des enfants comme des recrutements, des meurtres ou des atteintes à l'intégrité physique, des enlèvements, des attaques contre des écoles et des hôpitaux ainsi que des refus de l'accès à l'aide humanitaire ont continué à être signalés et constatés par le personnel des Nations unies¹⁰⁸. Etant les plus affectés par la crise sécuritaire, plus de 100.000 enfants, dont la moitié de filles, ont bénéficié d'un soutien psychosocial durant le premier semestre de 2023, selon un rapport du HCR¹⁰⁹. Selon les estimations des Nations unies, au moins 1,6 million d'enfants étaient en besoin de protection début septembre 2023. En 2022, 1.024 violations graves à leur encontre ont été documentées, notamment le recrutement et l'utilisation par les forces et groupes armés, les meurtres et les mutilations¹¹⁰.

Les humanitaires ont par ailleurs enregistré une augmentation de 57 % des incidents de violences basées sur le genre entre le premier (1.782 incidents) et le deuxième trimestre (2.809 incidents) de 2023, des chiffres qui sont sous rapportés à cause des conditions difficiles d'accès sur le terrain¹¹¹. D'après un rapport de l'OCHA publié en octobre 2023,

« Des femmes et des filles sont victimes de diverses formes de violence, telles que les violences sexuelles (34% dont 21% de cas de viol au trimestre 2) et les mariages forcés. Elles sont également victimes d'enlèvement et d'imposition de règles de la Charia, telles que le port forcé du voile, la

¹⁰⁴ APA news, 08/11/2022, [url](#)

¹⁰⁵ APA news, 08/11/2022, [url](#)

¹⁰⁶ France 24, 09/12/2021, [url](#)

¹⁰⁷ HCR, 12/10/2023, [url](#)

¹⁰⁸ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

¹⁰⁹ HCR, 12/10/2023, [url](#)

¹¹⁰ Nations unies, 02/09/2023, [url](#)

¹¹¹ HCR, 12/10/2023, [url](#)

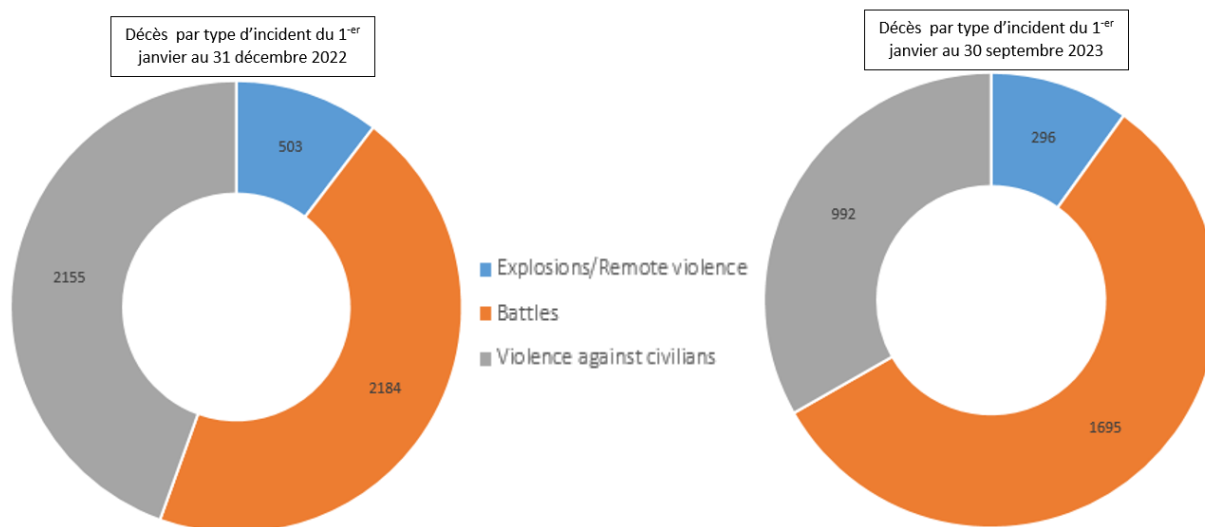
privation et la restriction de mouvement, ainsi que le paiement de la Zakât (une forme de charité). Le non-respect de ces règles est souvent sanctionné par des flagellations en public. Ces violations sont commises à la fois par des groupes armés non étatiques présumés radicaux et par des individus armés non identifiés. Quant aux violences sexuelles liées au conflit (VSLC), elles affectent particulièrement les zones rurales et reculées du nord et du centre du Mali. Les femmes et les filles sont encore plus vulnérables aux abus et aux agressions en raison des infrastructures et des services de sécurité insuffisants présents dans ces régions. Bien que la MINUSMA ait fourni des efforts pour protéger les civils et empêcher ces atrocités, les violences sexuelles continuent de se produire, ce qui augmenterait les risques en l'absence d'une présence internationale forte »¹¹².

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Comme indiqué dans [le graphique](#) présenté au point [4.1](#). du présent document, sur les 1.081 incidents¹¹³ recensés au Mali durant les trois premiers trimestres de 2023, près de la moitié, soit 533 incidents, ont visé les civils. Durant toute l'année 2022, sur un total de 1.342 incidents¹¹⁴, 630 soit 47 % ont été classifiés par l'ACLED comme *violence against civilians*¹¹⁵.

Le graphique ci-dessous montre le nombre de personnes décédées au Mali en 2022 et durant les neuf premiers mois de 2023, par type d'incident :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED¹¹⁶

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence ses propres chiffres concernant le nombre de morts et ceux fournis par d'autres bases de données¹¹⁷. L'ACLED n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits,

¹¹² OCHA, 02/10/2023, [url](#)

¹¹³ Dans des incidents du type *battles, explosions/remote violence en violence against civilians*.

¹¹⁴ Dans des incidents du type *battles, explosions/remote violence en violence against civilians*.

¹¹⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023 [url](#)

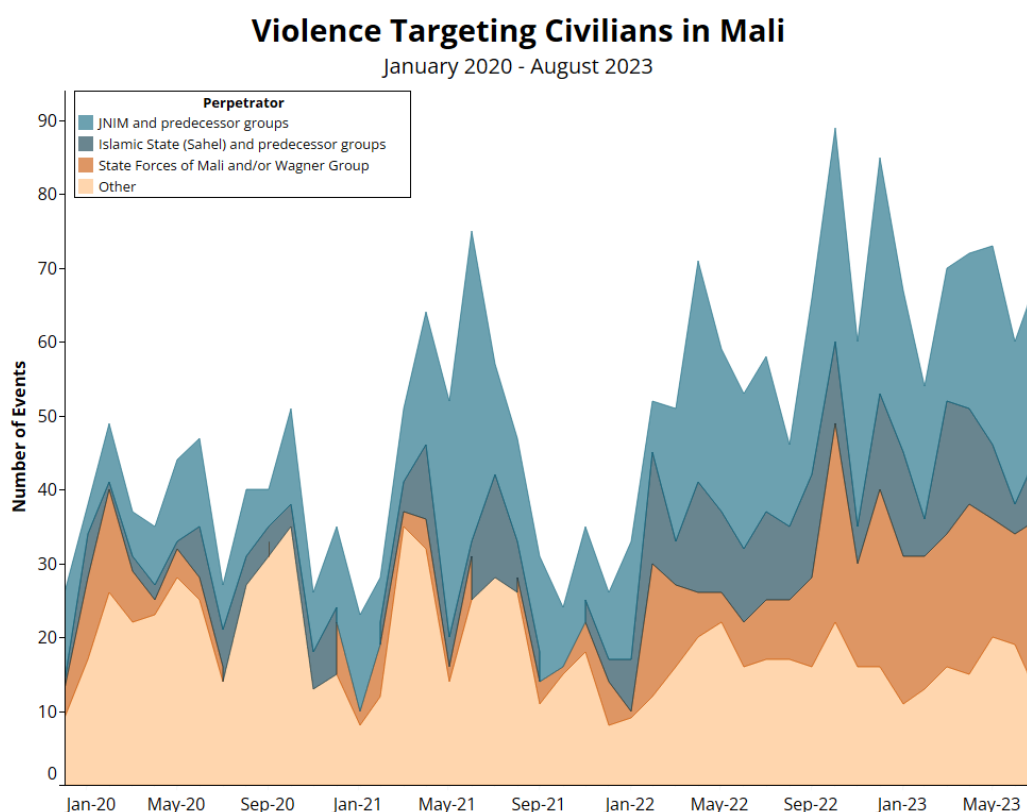
¹¹⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023 [url](#)

¹¹⁷ ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations¹¹⁸. Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser les nombre de morts peuvent être trouvées dans une note du CGRA sur la méthodologie de l'ACLED¹¹⁹.

5.2. Civils

Entre janvier et août 2023, la violence visant les civils a augmenté de 38 % par rapport à la même période de l'année 2022, selon l'ACLED¹²⁰. Dans un communiqué, la Commission européenne rapporte même que cette violence a augmenté de 58 % de janvier à novembre 2023 par rapport à 2022¹²¹. Les auteurs sont, par ordre d'importance, les groupes terroristes pour 48 % des attaques (dont 33 % attribuées au GSIM ou JNIM et 15 % à l'EIGS) et pour 29 % les forces armées maliennes et le groupe Wagner¹²².



Violences ciblant les civils au Mali de janvier 2020 à août 2023¹²³

Les civils au Mali font face à une augmentation de violations des droits humains ainsi qu'à une variété de dangers, notamment le pillages de bétail ou de biens, les EEI, les restrictions d'accès ou de

¹¹⁸ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

¹¹⁹ CGVS, 21/05/2019, [url](#)

¹²⁰ ACLED, 21/09/2023, [url](#)

¹²¹ ECHO, 08/11/2023, [url](#)

¹²² ACLED, 21/09/2023, [url](#)

¹²³ ACLED, 21/09/2023, [url](#)

mouvements, les taxes illégales, le risque de déplacement et d'enlèvement¹²⁴. Les habitants des zones disputées entre l'armée et les groupes terroristes se trouvent parfois pris en étau entre les forces en présence : ils peuvent devenir des cibles pour les groupes terroristes s'ils sont perçus comme collaborateurs des FAMA tout en étant également visés par les militaires maliens s'ils sont soupçonnés de collusion avec les groupes djihadistes¹²⁵.

À titre d'exemple, le GSIM a mené le 7 septembre 2023 une attaque sans précédent à l'aide des roquettes. Cette attaque a visé le navire nommé « Tombouctou » sur le fleuve Niger, entraînant la mort de 64 personnes¹²⁶. Les chercheurs de l'ACLED avancent que cet incident est lié à un blocus aux abords de Tombouctou, faisant suite à une offensive militaire menée par les FAMA et Wagner. Cette offensive aurait conduit à des arrestations, des exécutions extrajudiciaires et la mort de plus de 50 civils en trois jours, entre les localités de Léré et Tombouctou¹²⁷.

Selon les experts des Nations unies, des cas de violations de droits humains ont également continué à être signalées lors des opérations menées par les FAMA. Durant le mois d'avril 2023, la MINUSMA a documenté 132 violations et atteintes aux droits humains, au cours desquelles 89 personnes ont trouvé la mort, 31 ont été blessées et 12 autres ont été enlevées.¹²⁸ Au cours de la même période, les Nations Unies ont enregistré 470 incidents de violences sexuelles, dont 51 étaient liés à un conflit :

« Toutes les victimes étaient de sexe féminin, dont 11 filles âgées de 12 à 17 ans. Ces crimes avaient été perpétrés par des membres des groupes armés signataires (18 %) et par des éléments armés non identifiés (82 %). L'ONU a confirmé que des violations graves avaient été commises contre 154 enfants, dont 5 en avaient été victimes à deux reprises. Ces violations comprenaient des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants (96), de meurtre ou d'atteintes à l'intégrité physique (32), de violences sexuelles (3), d'enlèvements (6), d'attaques contre des écoles et des hôpitaux (8) et de refus de l'accès à l'aide humanitaire (9) »¹²⁹.

Le Secrétaire général des Nations unies constate quant à lui dans un rapport de juin 2023 une diminution du nombre de victimes civiles de juillet 2022 à mai 2023, par rapport à l'année précédente :

« D'après les chiffres recueillis par la Mission, entre le 1er juillet 2022 et le 22 mai 2023, 1 002 civils ont été tués et 445 autres blessés en raison du conflit armé, lors de détonation d'engins explosifs improvisés et du fait d'actes criminels, ce qui marque une diminution par rapport aux 1 556 morts et 530 blessés civils qui avaient été à déplorer pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022. Cette baisse du nombre de victimes civiles peut être attribuée à la pression exercée par les opérations militaires des Forces armées maliennes sur les groupes extrémistes ainsi qu'à un changement de tactique de la part de ces derniers (ceux-ci ayant notamment pris le parti d'adresser des ultimatums aux habitants avant d'attaquer afin de leur faire quitter les lieux) »¹³⁰.

Durant le premier semestre de 2023, les acteurs de protection ont documenté plus de 1.200 cas d'atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique et plus de 1.800 cas d'atteintes au droit à la propriété. Selon l'OCHA, les femmes et les filles sont les plus vulnérables et continuent d'être les plus impactées par cette situation¹³¹.

¹²⁴ OCHA, 02/10/2023, [url](#)

¹²⁵ Nations unies, 03/08/2023, [url](#)

¹²⁶ FIDH, 11/09/2023, [url](#)

¹²⁷ ACLED, 21/09/2023, [url](#)

¹²⁸ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

¹²⁹ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

¹³⁰ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

¹³¹ OCHA, 02/10/2023, [url](#)

5.3. Forces internationales et nationales

Le gouvernement malien mène en 2023 une lutte sur deux fronts : d'une part, une rébellion touareg dans le nord du pays, là où les rebelles cherchant à reprendre le contrôle d'anciennes bases militaires libérées suite au retrait de la MINUSMA; d'autre part, une intensification des attaques djihadistes ciblant les forces de sécurité. Un rapport de l'ACLED datant du septembre 2023 résume une partie du conflit dans le nord du pays :

« As FAMA and Wagner advance north, they have the Kidal region in their sights. FAMA and Wagner patrols and airstrikes have extended to Almoustarat and Anefis areas in Gao and Kidal regions. JNIM and CSP launched simultaneous attacks on military positions in the Tombouctou and Gao regions. On the same day as the riverboat attack, JNIM overran the Bamba military camp. The following day, it perpetrated a complex attack involving suicide car bombs on Gao Airport. Meanwhile, CSP attacked military positions in the town of Bourem. The attack on Bourem was repelled after an aerial intervention. Following the failed assault, CSP forces attacked and overran the FAMA camp in Léré in the Tombouctou region. In the process, CSP shot down a Malian military jet. The simultaneous CSP and JNIM counter-offensives are likely aimed at stalling the FAMA and Wagner offensive in northern Mali. The Malian military has already lost several aircraft early in the offensive, along with helicopters recently destroyed or damaged in central Mali¹³².

À côté des attaques menées contre les forces de l'État malien, les groupes terroristes ont poursuivi en 2023 leurs attaques contre les Casques bleus de la MINUSMA. Le 18 avril 2023, le GSIM a revendiqué une attaque contre un convoi transportant des responsables maliens à Nara, lors de laquelle un membre du cabinet de la présidence de la transition a été tué. Le 22 avril 2023, le camp des FAMA situé à l'aéroport de Sévaré, dans la région de Mopti, a été attaqué par le GSIM à l'aide d'une voiture piégée, faisant 61 blessés et 10 tués parmi les civils. Les assaillants ont également visé le camp de la MINUSMA situé à proximité. Le même groupe terroriste a revendiqué une attaque qui s'était déroulée à un poste de contrôle dans la région de Ségou, le 18 mai¹³³. Le 7 septembre 2023, les terroristes du GSIM ont attaqué la base militaire de Bamba, dans la région de Gao, tuant 15 militaires maliens¹³⁴. Selon le rapport de juin 2023 du Secrétaire général des Nations unies, « La prise pour cible d'installations de l'État, telles que des postes de douane et des postes forestiers, par des extrémistes a également continué dans le sud et l'ouest du pays »¹³⁵.

6. Répartition géographique

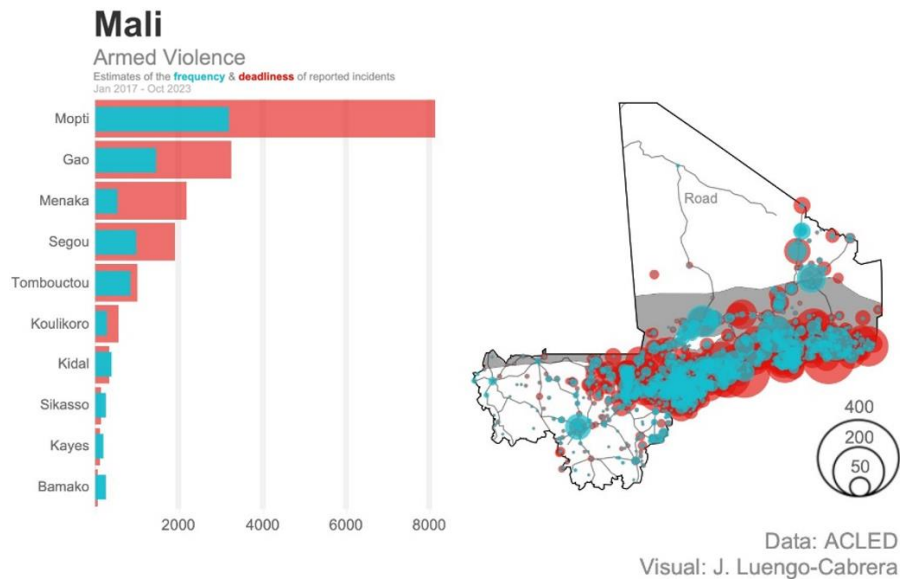
Selon les données compilées de janvier 2017 à octobre 2023, le centre et le nord du Mali sont les régions les plus touchées par la violence djihadiste, et notamment les régions de Mopti, Gao, Menaka, Ségou, Tombouctou et Koulikoro, suivies de Kidal Sikasso et Kayes. Dans la carte ci-dessous, l'analyste et expert pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), José Luengo-Cabrera, a compilé les données en provenance de l'ACLED.

¹³² ACLED, 21/09/2023, [url](#)

¹³³ Nations unies, 03/08/2023, [url](#)

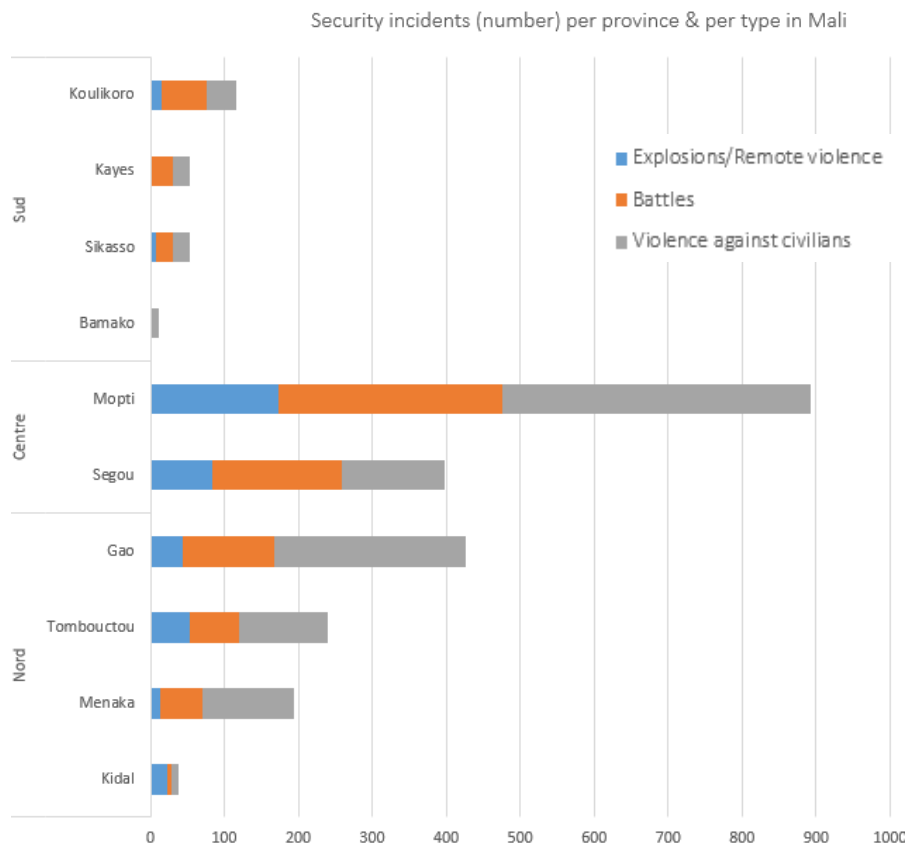
¹³⁴ FIDH, 11/09/2023, [url](#)

¹³⁵ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)



Incidents et décès suite aux violences au Mali de janvier 2017 à octobre 2023¹³⁶

Toujours selon l'ONG ACLED, du 1^{er} janvier 2022 au 30 septembre 2023, les incidents violents sont repartis par région de cette manière :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED¹³⁷

¹³⁶ José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 20/11/2023, [url](#)

¹³⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

6.1. Nord

Les régions de Kidal, Gao, Tombouctou et Ménaka se trouvent au nord du Mali.

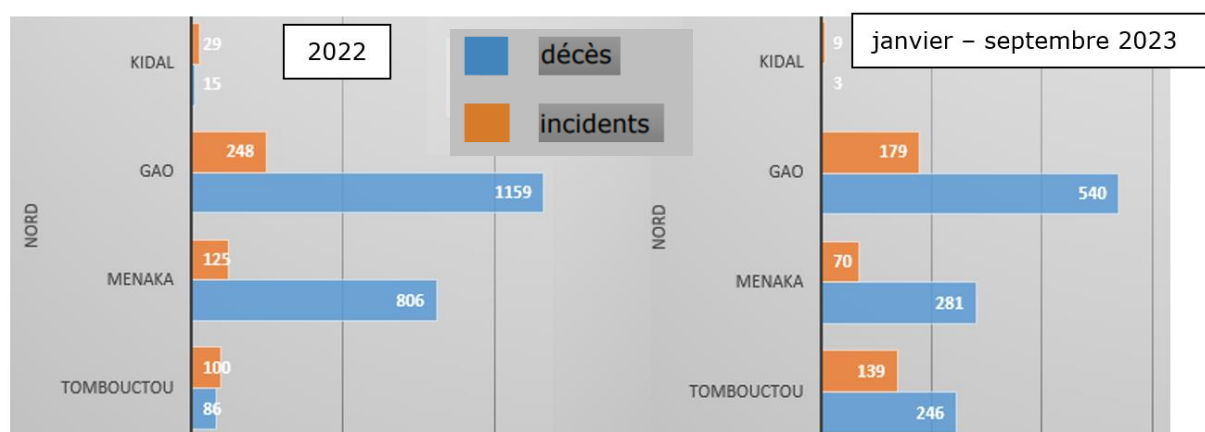
Les données de l'ACLED montrent que, suite aux violences dans les régions du nord, 1.070 personnes ont été tuées durant les neuf premiers mois de 2023. Sur l'ensemble de l'année 2022, le nombre de décès enregistré suite aux violences dans la même région était de 2.000, selon l'ACLED¹³⁸.

Le HCR observe quant à lui dans le nord du Mali entre avril et juillet 2023

« une augmentation des attaques contre les sites de PDI, des tensions grandissantes entre les ethnies dans la ville de Ménaka, une recrudescence des enlèvements de personnes, en particulier des leaders communautaires et des opérateurs économiques, à des fins d'extorsion des biens »¹³⁹.

Selon le CESA,

« Le nord du Mali est ensuite devenu un champ de bataille entre des groupes islamistes militants rivaux qui se disputent des territoires auparavant patrouillés par les forces de maintien de la paix de l'ONU. Plusieurs régions sont désormais, de fait, sous le contrôle de groupes islamistes militants qui y exercent une justice brutale, notamment en procédant à des exécutions et à des amputations »¹⁴⁰.



Incidents et décès dans le nord du Mali par région en 2022 et du 1-er janvier au 30 septembre 2023¹⁴¹

La zone du Liptako Gourma reste, depuis 2015, l'épicentre de cette crise sécuritaire et le théâtre de disputes territoriales entre groupes armés non-étatiques rivaux. Cette zone, appelée également « des trois frontières » s'étend sur des régions du nord du Mali (région de Gao et Ménaka), du Burkina-Faso et du Niger et est habitée traditionnellement par des communautés de Peuls et Touareg. La zone des trois frontières, connue pour différents trafics (drogue, armes, médicaments) mais aussi pour les rivalités historiques entre les agriculteurs et les éleveurs, est devenue depuis plusieurs années le « point brûlant de la guerre au Sahel »¹⁴². En même temps, les groupes armés à dominante touareg ont repris les hostilités contre l'armée malienne, en essayant de prendre le contrôle des bases militaires libérées par la MINUSMA. La force onusienne a annoncé à la mi-octobre avoir entamé le retrait de ses camps dans la région de Kidal dans un climat de haute tension et a poursuivi le désengagement dans le Nord rapidement à cause de « la détérioration rapide des conditions de sécurité pour la vie de centaines de soldats de la paix »¹⁴³. On observe par ailleurs que, de avril à

¹³⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

¹³⁹ HCR, 12/10/2023, [url](#)

¹⁴⁰ CESA, 21/07/2023, [url](#)

¹⁴¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

¹⁴² Le Monde, 27/11/2019, [url](#)

¹⁴³ La croix, 1/10/2023, [url](#)

septembre 2023, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) à Kidal a augmenté de 46 %, selon les chiffres officiels de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)¹⁴⁴.

S'agissant du conflit déclenché en 2023 entre la coalition de groupes armés signataires de l'Accord et les FAMA, 400 personnes auraient été tuées dont la moitié seraient de civils durant les mois d'août et octobre 2023¹⁴⁵. Selon les experts d'ICG, la

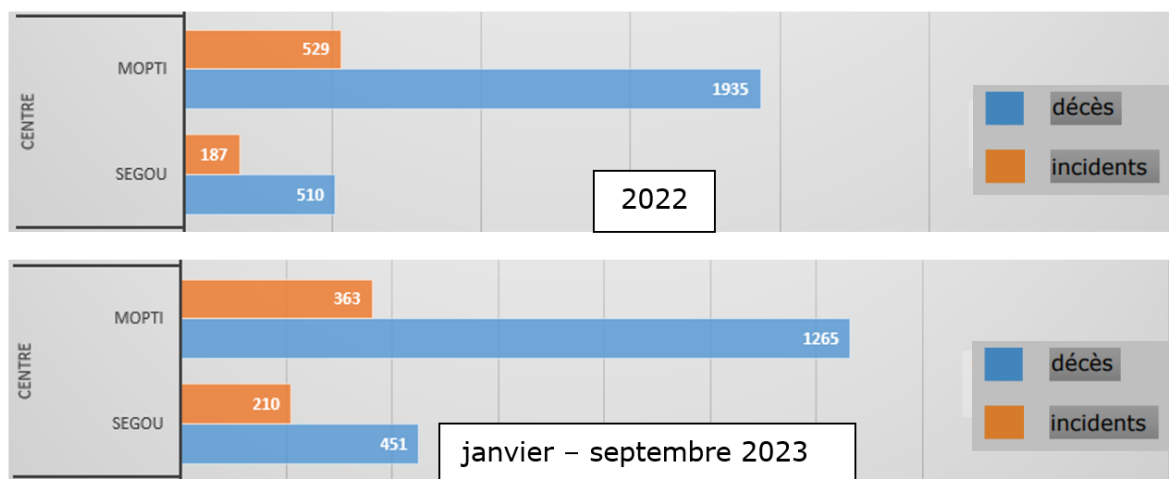
« reprise des combats, sans précédent depuis la signature de l'accord de paix de 2015, s'ajoute à une recrudescence tout aussi notable de la violence jihadiste dans le nord du Mali. La coalition du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), composée de plusieurs groupes jihadistes affiliés à al-Qaeda, a intensifié ses attaques contre les forces étatiques dans les régions de Gao et de Tombouctou. Mi-août, le GSIM a imposé un blocus autour de Tombouctou, coupant son ravitaillement en vivres et biens de première nécessité »¹⁴⁶.

Dans la région de Tombouctou, l'EIGS et le GSIM ont continué leur lutte pour élargir leur contrôle du territoire dans le cercle de Gourma Rharous, tandis que dans la région de Gao, les groupes extrémistes ont concentré leurs actions à Ansongo¹⁴⁷. Plusieurs sources confirment également que l'EIGS a pris le contrôle d'importantes parties de la région de Ménaka ainsi que d'autres localités autour, après avoir combattu le GSIM¹⁴⁸.

6.2. Centre

Les régions de Mopti et de Ségou se trouvent au centre du Mali.

C'est là que la violence de groupes extrémistes se concentre en 2023, avec une activité notable du groupe islamiste Front de libération du Macina (FLM). Durant 12 mois, plus de la moitié des événements violents liés à des groupes islamistes militants au Mali ont eu lieu dans les régions du Centre¹⁴⁹. Selon l'ACLED, plus de 1.700 personnes ont été tuées dans les incidents survenus à Mopti et Ségou durant les neuf premiers mois de 2023, et 2.445 au total durant toute l'année 2022¹⁵⁰.



Incidents et décès dans le centre du Mali par région en 2022 et du 1^{er} janvier au 30 septembre 2023¹⁵¹

¹⁴⁴ OIM, 30/09/2023, [url](#)

¹⁴⁵ ICG, 13/10/2023, [url](#)

¹⁴⁶ ICG, 13/10/2023, [url](#)

¹⁴⁷ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

¹⁴⁸ Nations unies, 01/06/2023, [url](#) ; CESA, 21/07/2023, [url](#)

¹⁴⁹ CESA, 21/07/2023, [url](#)

¹⁵⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

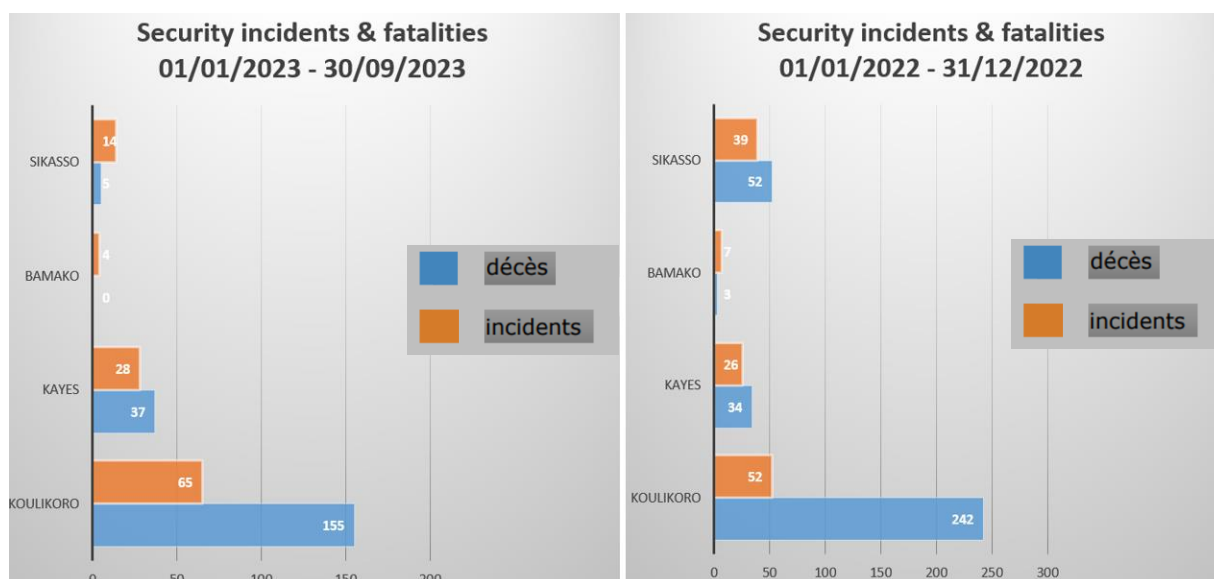
¹⁵¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

Le 1^{er} juin 2023, le Secrétaire général des Nations unies estimait que « les régions du centre du Mali sont restées sujettes à un niveau élevé d'insécurité, et ce, malgré les efforts soutenus déployés par le Gouvernement pour améliorer la situation »¹⁵². Malgré les opérations antiterroristes des FAMA notamment à Douentza et Bandiagara, les groupes extrémistes « ont continué de se livrer à des représailles contre des civils soupçonnés de collaborer avec les forces de l'État, allant parfois jusqu'à commettre des enlèvements, y compris de représentants des autorités coutumières »¹⁵³.

6.3. Sud

Les régions de Koulikoro, Sikasso, Kayes ainsi que le district urbain de Bamako se situent dans la partie sud du pays.

Ces régions restent toujours moins touchées par les violences en comparaison avec le Centre et le Nord. Malgré cela, 111 événements violents sont survenus durant les trois premiers trimestres de 2023, faisant 197 morts. Durant l'année 2022, l'ACLED a enregistré 124 incidents violents, ayant entraîné la mort de 331 personnes¹⁵⁴. Dans un rapport publié en octobre 2023, l'OCHA note que dans le sud et l'ouest du pays, des groupes armés non-étatiques ont attaqué des installations publiques mais aussi les forces de défense et de sécurité maliennes. Le Secrétaire général des Nations unies mentionne dans son rapport de juin 2023 que la prise pour cible des postes de douane et des postes forestiers, par des extrémistes a également continué dans le sud et l'ouest du pays¹⁵⁵.



Incidents et décès par région du 1^{er} janvier au 30 septembre 2023 et en 2022¹⁵⁶

Durant les trois premiers trimestres de 2023, l'ONG ACLED a enregistré plus d'incidents à Koulikoro que durant toute l'année 2022. Les incidents signalés dans les régions du Sud au cours des neuf premiers mois de 2023, sont distribués de cette manière :

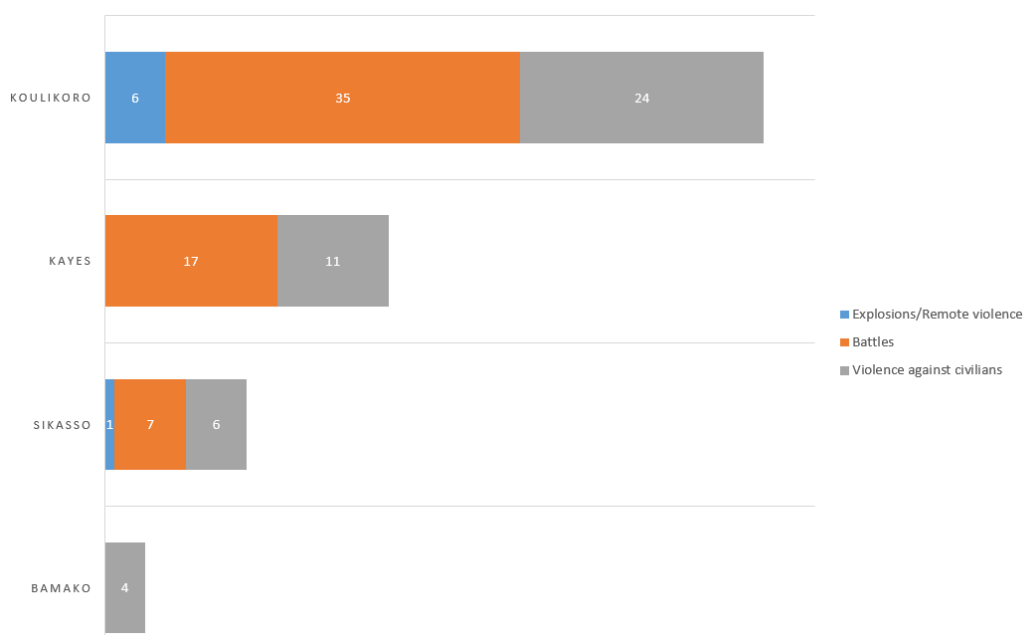
¹⁵² Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

¹⁵³ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

¹⁵⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

¹⁵⁵ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

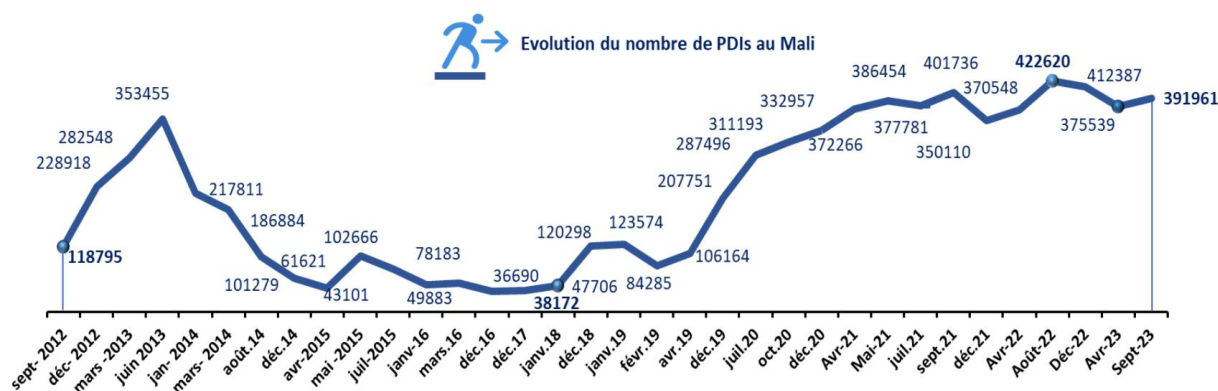
¹⁵⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)



Type d'incidents signalés dans le sud du Mali durant les neuf premiers mois de 2023¹⁵⁷

7. Déplacements de population

La violence armée et les attaques à répétition contre les populations civiles exposent les communautés à de nombreux risques de protection et constituent la cause principale des mouvements forcés de populations, selon le HCR. Les chiffres de l'OIM indiquent au 30 septembre 2023 un nombre de 391.961 PDI¹⁵⁸, soit 93.925 ménages¹⁵⁹.



Évolution du nombre des personnes déplacées internes de 2012 à 2023 au Mali¹⁶⁰

¹⁵⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, [url](#)

¹⁵⁸ « Une Personne Déplacée Interne (PDI) est une personne ayant été forcée ou obligée de fuir ou de quitter son habitation ou lieu habituel de résidence, en particulier après, ou afin d'éviter les effets des conflits armés, des situations de violence généralisée, des violations des droits de l'homme et/ou des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et qui n'ont pas traversé une frontière d'État internationalement reconnue ». Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala) 23/10/2009 [url](#)

¹⁵⁹ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

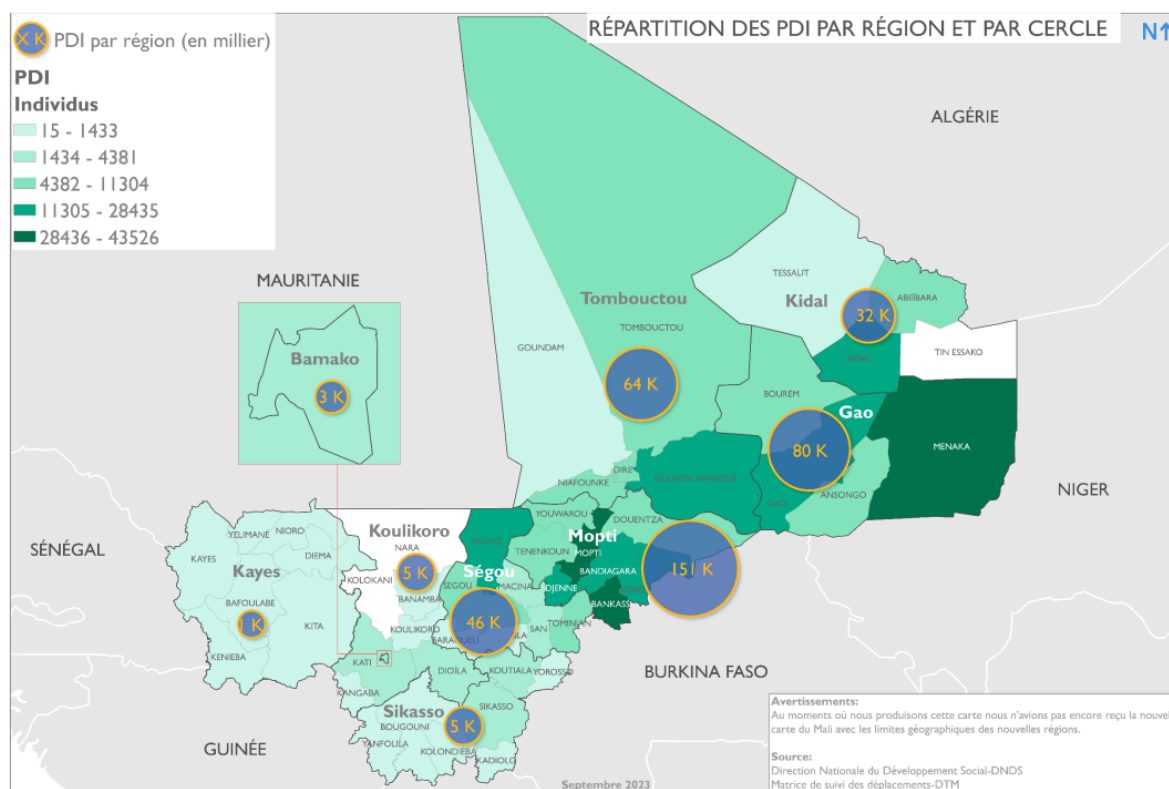
¹⁶⁰ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

Les régions abritant le plus grand nombre de PDI sont : Mopti (23 %), Tombouctou (16 %), Bandiagara (14 %), Ménaka (12 %), Gao (9 %), Ségou (9 %) et Kidal (8 %) ¹⁶¹.

Selon la même source, les personnes forcées à quitter leurs localités d'origine se déplacent, généralement, vers des localités de la même région. Pour la plupart des déplacés, les principales raisons sont l'insécurité (64 %) et les tensions intercommunautaires (36%). Selon un rapport conjoint de l'OIM et du HCR, plus de la moitié des déplacés sont des femmes et 57 % sont des enfants mineurs ¹⁶². Le rapport explique que même si l'amélioration des conditions de sécurité dans certaines localités a permis à certaines PDI à regagner leurs foyers, pour la plupart, la situation est difficile :

« dans un contexte marqué par l'insécurité, des combats et attaques sporadiques se sont poursuivis dans plusieurs localités du pays occasionnant des déplacements internes de populations civiles dans le Nord et dans le Centre du pays. Des déplacements de courte durée ont continué à être signalés dans différentes régions du pays. En septembre 2023 une proportion importante de personnes déplacées internes vivaient encore dans les centres urbains du pays dans des conditions de protection et d'assistance inadéquates, le reste de la population déplacée étant dispersée dans les zones rurales dans des familles d'accueils ou sur des sites auto-installés » ¹⁶³.

En raison de l'aggravation de l'insécurité dans le nord et le centre du pays (selon le rapport de l'OIM, il s'agit de plusieurs localités des régions de Ménaka, Mopti, Kidal et Tombouctou), d'avril à septembre 2023, le nombre de PDI a augmenté de 16.422 ¹⁶⁴.



Déplacés internes au Mali par région ¹⁶⁵

¹⁶¹ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁶² DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁶³ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁶⁴ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁶⁵ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

Les PDI sont logées dans des abris faits de bâches ou dans des tentes, principalement localisés dans les régions du Sud - telles que Koulikoro (78 %) ainsi que les districts 5 et 6 de Bamako (77 %) -, et dans la région de Gao (78 %). À Ségou et Mopti, les ménages trouvent refuge dans des habitations en paille ou en tôle (54 % à Ségou et 41 % à Mopti), mais aussi dans des maisons ou appartements (18 % à Mopti) et des structures « en dur ou mur solide » (15 % à Mopti). Selon une enquête de l'OIM menée entre juin et septembre 2023, seuls 25 % des abris destinés aux déplacés sont en bon état, les autres étant soit endommagés, soit complètement détruits. Dans les deux communes de Bamako où résident les déplacés, l'enquête indique des taux de détérioration des abris de 77 % dans la commune 6 et de 52 % dans la commune 5¹⁶⁶. [Les graphiques](#) se trouvant en [annexes 5](#) illustrent l'état des abris, la fréquentation scolaire et l'accès aux services médicaux de base pour ces ménages déplacés, selon cette étude.

Concernant le retour de Maliens déplacés, l'OIM estime leur nombre à 723.647. Du 1^{er} avril au 30 septembre 2023, le nombre de rapatriés a augmenté de 9.410, principalement dans les cercles de Niono et Koro¹⁶⁷.

Régions	Ménages	Femmes	Hommes	Individus
Tombouctou	71413	182219	150479	332698
Gao	45279	124411	101435	225846
Menaka	16932	40696	33687	74383
Bandiagara	11962	28365	22767	51132
Segou	11074	26026	20549	46575
Douentza	7784	18610	16395	35005
Mopti	3685	6997	5692	12689
Kidal	1114	2899	2561	5460
Kayes	312	974	963	1937
TOTAL	169 555	431 197	354 528	785 725

Nombre cumulé de PDI retournées par région de juillet 2013 au 30 septembre 2023¹⁶⁸

Au 30 septembre 2023, les services du HCR comptabilisaient 207.170 réfugiés maliens dans les pays voisins (plus de 100.000 en Mauritanie, 67.000 au Niger et 36.000 au Burkina Faso). Par ailleurs, le HCR a enregistré, à la même date, 85.484 rapatriés : 32.992 provenant du Burkina Faso, 23.595 du Niger, 21.101 de Mauritanie et 7.862 d'Algérie¹⁶⁹.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

Dans un contexte marqué par l'insécurité, les besoins des Maliens en aide humanitaire ont considérablement augmenté, en particulier dans les régions du centre et du nord du pays, atteignant des niveaux qualifiés de « record » par l'OCHA. Les estimations des organisations apportant une assistance aux populations montrent qu'en 2023, 8,8 millions de personnes auront besoin d'une aide, soit 17 % de plus par rapport à 2022¹⁷⁰.

¹⁶⁶ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁶⁷ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁶⁸ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁶⁹ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)

¹⁷⁰ Nations unies, 01/06/2023, [url](#)

8.1. Insécurité alimentaire

En mars 2023, plus d'un million de civils se trouvaient en situation de crise alimentaire, et plus de 50.000 étaient dans une situation qualifiée « d'urgence ou de catastrophe alimentaire ». Parallèlement, l'état nutritionnel général des enfants de 6 à 59 mois est critique dans tous les sites de PDI de Bamako ainsi que dans les régions de Gao et Ménaka, « avec des taux de malnutrition aiguë sévère compris entre 2 et 4,8 % et de malnutrition aiguë globale entre 15 et 19,7 % »¹⁷¹.

8.2. Accès à l'éducation

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali, les écoles classiques ont été la cible des groupes armés djihadistes. Selon l'OCHA, entre janvier et juin 2023,

« les attaques contre l'éducation dans les régions du nord et du centre se poursuivent avec une extension des attaques contre l'éducation dans les régions de Ségou, de Koulikoro et de Sikasso qui étaient relativement stables auparavant »¹⁷².

À la fin septembre 2023, plus de 1.500 écoles étaient fermées à cause de l'insécurité, impactant près de 500.000 enfants et environ 9.000 enseignants. Les régions sont affectées différemment par ces fermetures : environ 48 % des écoles sont fermées à Ménaka, 24 % à Mopti, 46 % à Douentza, 38 % à Bandiagara et 64 % à Tenekou¹⁷³.

Selon les statistiques de l'OCHA, le taux brut de scolarisation était de 79 % pour les garçons et de 76 % pour les filles en 2021, tandis que le taux d'achèvement (le maintien dans le système éducatif) s'élevait à 51,6 %. En 2020, d'après une enquête du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), plus de 2 millions d'enfants étaient encore hors du système éducatif malien¹⁷⁴.

8.3. Accès aux soins de santé

Durant les dix premiers mois de 2023, en raison de l'insécurité, l'association humanitaire Insecurity Insight a recensé 17 incidents impliquant les centres de santé au Mali, la plupart étant survenus dans le centre et le nord du pays. Trois membres du personnel ont été tués, 14 ont été kidnappés et quatre ont été blessés lors de ces incidents¹⁷⁵.

Un rapport de l'ONU publié en mai 2020 affirme que le Mali fait partie des cinq pays du monde où « la 'charge' de morbidité/mortalité est la plus importante [...], les maladies transmissibles, néonatales, maternelles et nutritionnelles représentant plus de 70 % de la 'charge' globale ». Selon ce même document, le pays compte 0,6 personnel de santé (infirmières, médecins) pour 1.000 habitants, avec une distribution inégale sur le territoire du pays : deux agents de santé pour 1.000 personnes à Bamako et moins de 0,3 agents pour 1.000 personnes à Taoudénit, Gao, Sikasso et Mopti. La norme de l'OMS prévoit, quant à elle, 2,3 professionnels de santé pour 1.000 habitants¹⁷⁶.

8.4. Liberté de mouvement

La dégradation de la situation sécuritaire a conduit à une diminution de la liberté de déplacement, affectant non seulement les civils mais aussi les acteurs humanitaires. Un rapport du HCR révèle que dans les régions de Mopti et Ségou, les groupes djihadistes interdisent parfois l'accès aux terres

¹⁷¹ OCHA, 02/10/2023, [url](#)

¹⁷² OCHA, 02/10/2023, [url](#)

¹⁷³ Global Education Cluster, 15/08/2023, [url](#)

¹⁷⁴ OCHA, 02/10/2023, [url](#)

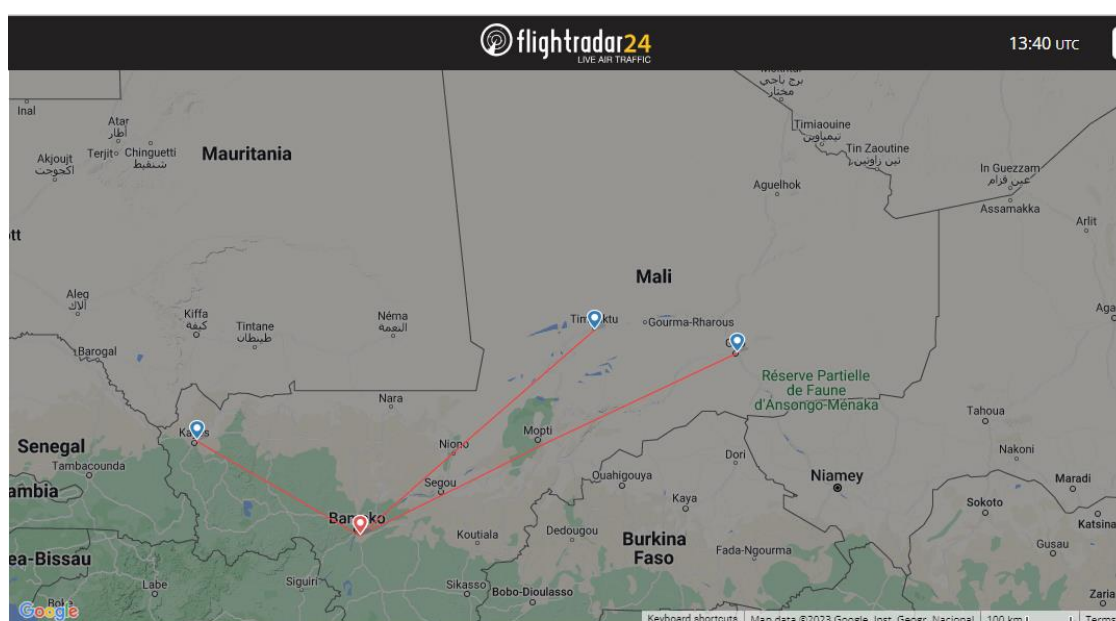
¹⁷⁵ Insecurity Insight, 30/11/2023, [url](#)

¹⁷⁶ Nations unies, 21/05/2020, p. 18, [url](#)

agricoles des paysans sous prétexte que celles-ci sont destinées aux pâturages et devraient appartenir aux éleveurs. Pour ce faire, ils posent des engins explosifs improvisés (EEI) sur ces terrains.¹⁷⁷

Par ailleurs, dans le nord et le centre du pays, la liberté de déplacement des civils est fortement restreinte dans de nombreux villages encerclés par des groupes armés non étatiques. Ces groupes multiplient les vols de bétail et n'hésitent pas à ouvrir le feu sur les civils qui tentent de sortir ou d'entrer dans ces localités. Le rapport du HCR affirme que même certaines milices locales ont dû rendre leurs armes devant ces groupes¹⁷⁸.

Aucune des sources consultées pour ce rapport ne mentionne jusqu'à présent de restrictions d'une telle ampleur dans les régions méridionales. La compagnie aérienne Sky Mali continue d'opérer des vols internes chaque mercredi et dimanche vers Kayes ainsi qu'une liaison aller-retour entre Bamako et Tombouctou tous les vendredis, et entre Bamako et Gao chaque samedi¹⁷⁹. Ces informations sont confirmées par le site spécialisé dans le suivi des vols, Flightradar24¹⁸⁰ :



ARRIVALS // Bamako Senou International Airport (BKO/GABS)			DEPARTURES // Bamako Senou International Airport (BKO/GABS)							
COUNTRY	AIRPORT	FLIGHT	DEC 18	DEC 19	DEC 20	DEC 21	DEC 22	DEC 23	DEC 24	DEC 25
Mali	Gao International Airport GAQ / GAGO - 950 km	ML104	-	19:30 734	-	-	-	13:30 734	-	-
	Kayes KYS / GAKY - 432 km	ML106	-	-	11:50 734	-	-	-	11:50 734	-
	Timbuktu Airport TOM / GATB - 707 km	ML110	-	-	-	-	12:30 734	-	-	-

Tableau des vols programmés par Sky Mali entre le 18 et le 25 décembre 2023¹⁸¹

S'agissant du transport ferroviaire, la presse a rapporté le rétablissement, début juin 2023, de l'unique ligne de train reliant Bamako à Kayes, après une interruption de cinq ans¹⁸².

¹⁷⁷ HCR, 12/10/2023, [url](#)

¹⁷⁸ HCR, 12/10/2023, [url](#)

¹⁷⁹ Sky Mali, s.d., [url](#)

¹⁸⁰ Flightradar.com est un service mondial de suivi de vols en temps réel qui propose un suivi de plus de 200.000 de vols par jour et un réseau de plus de 35.000 récepteurs connectés dans le monde : Flightradar24, s.d., [url](#)

¹⁸¹ Flightradar24.com, s.d., [url](#)

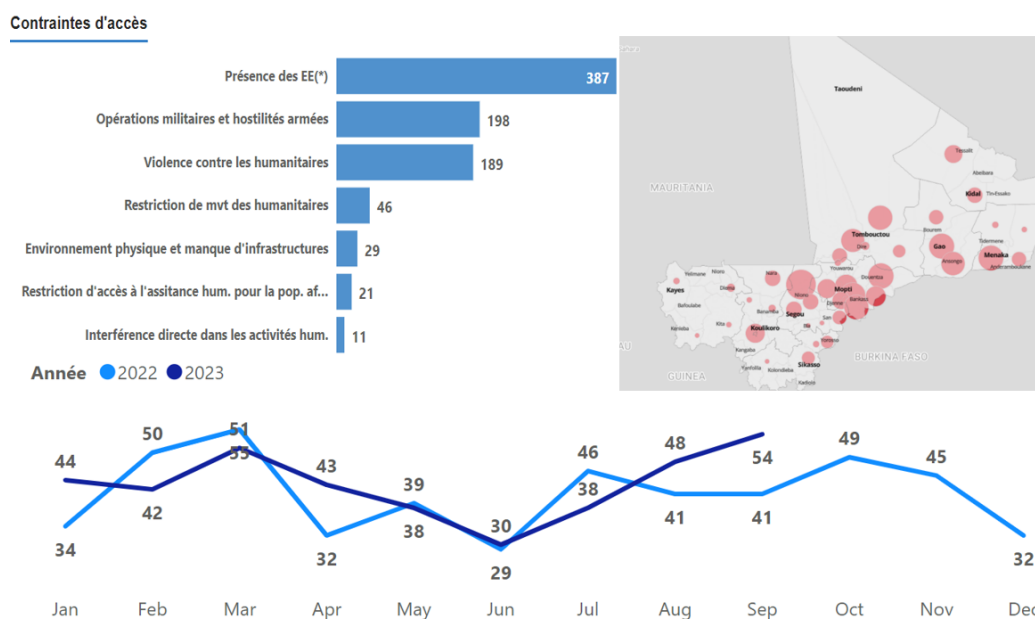
¹⁸² Studio Tamani, 09/06/2023, [url](#) ; TV5 Monde, 11/06/2023, [url](#)

8.5. Accès à l'aide humanitaire

L'intensification des attaques, notamment dans le centre et le nord du pays, a posé également problème aux acteurs humanitaires, les contraignant à limiter voire annuler leurs déplacements. À titre d'exemple, l'embargo imposé par les groupes armés depuis le début du mois d'août 2023, d'abord sur la ville de Tombouctou puis étendu par la suite dans toutes les localités de la région, ont restreint la circulation sur les axes principaux, y compris l'acheminement des marchandises. L'OCHA explique que

« malgré que l'embargo ne vise pas directement l'action humanitaire, la restriction de mouvements ainsi que les tensions entre acteurs armés entraînent des répercussions sur l'action humanitaire et sur la population civile. La plupart des acteurs humanitaires a été contrainte de limiter ou suspendre les activités en dehors de la ville et des mouvements »¹⁸³.

Le blocus imposé au village de Boni en juillet 2023 a également été étendu sur les villages environnants ainsi que sur l'axe de circulation RN16, forçant les acteurs humanitaires à suspendre leurs actions d'aide alimentaire et de services de santé, entraînant des conséquences sur l'approvisionnement général des ONG présentes dans toute la région de Gao¹⁸⁴.



Nombre d'incidents d'accès des acteurs humanitaires au Mali en 2022 et de janvier à septembre 2023¹⁸⁵

Au 31 juillet 2023, 156 organisations - des ONG nationales, internationales, des organismes des Nations unies et de la Croix-Rouge ainsi que des organisations gouvernementales - essaient de venir en aide aux millions de Maliens dans le besoin. La plupart travaillent dans le nord et le centre du pays. Leurs domaines d'intervention sont la protection, la nutrition et la sécurité alimentaire, la santé, l'eau, l'éducation, les abris et la coordination¹⁸⁶.

¹⁸³ OCHA, 03/10/2023, [url](#)

¹⁸⁴ OCHA, 03/10/2023, [url](#)

¹⁸⁵ OCHA, 03/10/2023, [url](#)

¹⁸⁶ OCHA, 23/08/2023, [url](#)

Résumé

La situation sécuritaire dans la région du Sahel central s'est détériorée au cours de l'année 2023, les pays sahéliens connaissant une escalade de la violence exacerbée par les rivalités entre les deux principaux groupes djihadistes opérant au Mali, au Niger et au Burkina Faso : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans GSIM et l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

La sécurité au Mali dans son ensemble a continué à se dégrader en 2023. Il s'agit notamment d'une détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du Mali, qui continue de s'étendre aux régions centrales et du sud du pays avec des conséquences désastreuses pour les populations civiles.

Le pays a dû faire face à une intensification des violences perpétrées par les groupes djihadistes, résultant du vide sécuritaire créé par le retrait de milliers de forces françaises et européennes en 2022, auquel s'ajoute actuellement le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Au cours des six premiers mois de 2023, la violence islamiste a touché 18 % de territoire supplémentaire par rapport à la même période en 2022. Selon plusieurs experts du conflit sahélien, une grande partie du territoire malien est actuellement sous le contrôle effectif des groupes islamistes. En moins d'un an, l'EIGS a augmenté de façon significative la superficie des zones qu'il contrôle au Mali. De son côté, le GSIM, lié à al-Qaïda, vise à devenir le principal garant de la sécurité des populations rurales face à l'Etat islamique, surtout dans le centre du pays, où il contrôle également des territoires étendus. Le même groupe revendique des attaques contre les Forces armées maliennes (FAMA) et les mercenaires du Wagner et s'oppose également à la branche sahélienne de l'Etat islamique, contre laquelle il s'affronte pour le contrôle de certains territoires.

Après le départ de la MINUSMA, des affrontements ont également éclaté entre les FAMA soutenues par le groupe russe Wagner et d'anciens séparatistes du Nord, entraînant des centaines de victimes des deux côtés. Les affrontements se sont multipliés, notamment en août et septembre 2023, avec l'occupation d'anciennes bases de la MINUSMA dans le nord du pays jusqu'en octobre 2023. Cette escalade a conduit à environ 400 décès, dont près de la moitié étaient des civils.

Les populations civiles demeurent les principales victimes des diverses formes de violences résultant des conflits au Mali. Depuis le début de l'année, on observe une augmentation de 38 % des actes de violence ciblant les civils. Les principaux responsables de ces violences sont, par ordre d'importance, le GSIM dans 33 % des incidents, les FAMA et/ou le groupe Wagner dans 29 % des cas, et l'EIGS dans 15 % des événements.

Entre 2022 et fin septembre de 2023, les attaques et les affrontements armés ont été les formes de violence les plus fréquentes au Mali, suivis des enlèvements et de l'utilisation fréquente d'engins explosifs improvisés (EEI) par des groupes extrémistes le long des routes principales, surtout dans la région centrale du pays.

La détérioration de la sécurité s'est accompagnée d'une dégradation des droits humains : entre avril et juillet 2023, plus de 4.000 violations des droits humains ont été signalées, marquant une augmentation de 500 violations par rapport à 2022 sur la même période.

Entre janvier 2017 et octobre 2023, les régions les plus affectées par la violence djihadiste au Mali sont principalement situées dans le Centre et le Nord, notamment Mopti, Gao, Menaka, Ségou, Tombouctou et Koulikoro, suivies par Kidal, Sikasso et Kayes.

Dans les régions du nord, 1.070 personnes ont été tuées durant les neuf premiers mois de 2023 selon l'organisation Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), tandis que dans le Centre, le nombre de victimes s'élève à plus de 1.700. Le Sud reste moins touché par les violences en comparaison avec le centre et le nord du pays. L'ACLED a décompté dans ces régions 111 événements violents faisant 197 morts durant les trois premiers trimestres de 2023.

Dans un contexte d'insécurité croissante, à la fin septembre 2023, le Mali comptait plus de 390.000 personnes déplacées internes (PDI) tandis que les besoins humanitaires des Maliens, surtout dans les régions centrales et septentrionales, ont atteint des niveaux qualifiés de « record » par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). À la même période, plus de 1.500 écoles étaient fermées en raison de l'insécurité, affectant environ 500.000 enfants et 9.000 enseignants. Parallèlement, des incidents touchant les centres de santé et des humanitaires continuent à être signalés au Mali. Cette dégradation de la situation sécuritaire a fortement restreint la liberté de mouvement, impactant aussi bien les civils que les acteurs humanitaires.

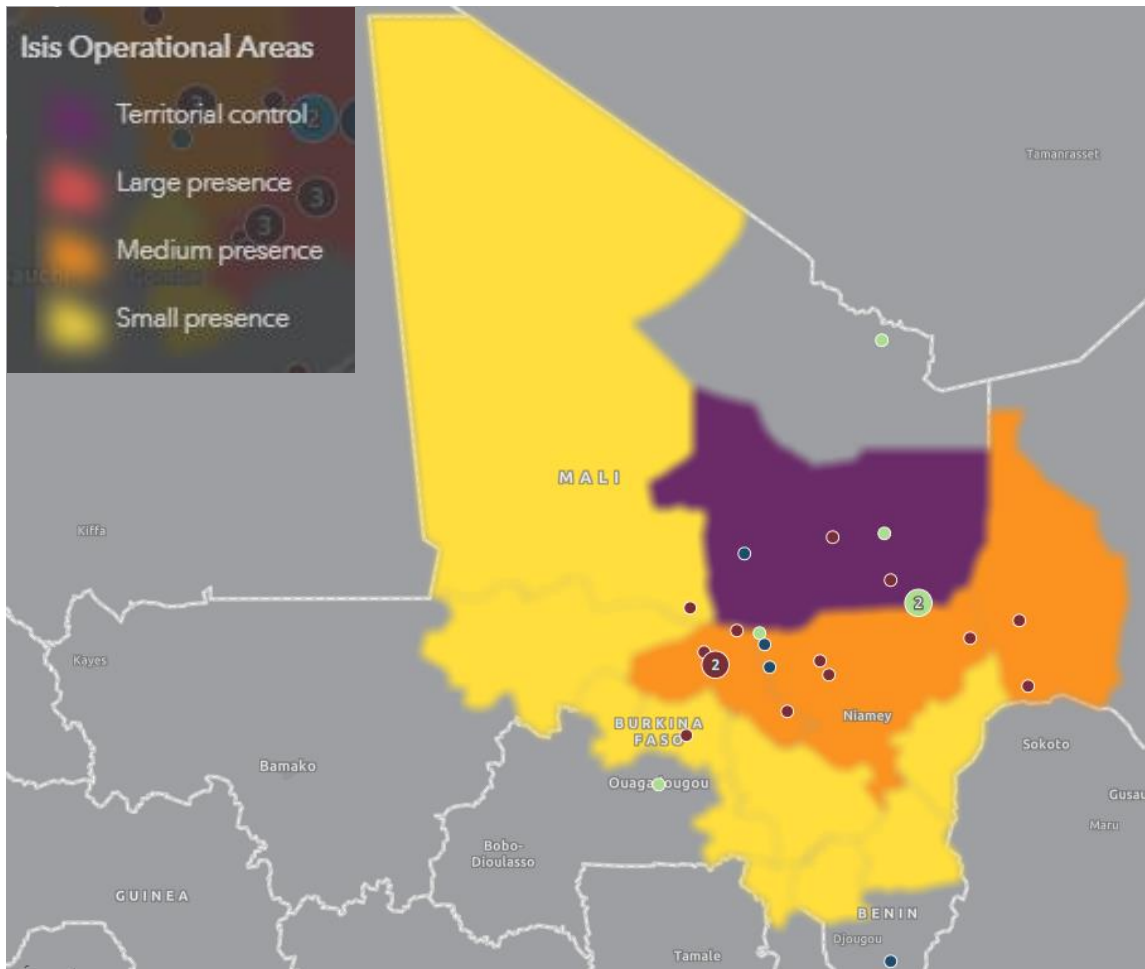
Annexes

1. Carte administrative du Mali¹⁸⁷



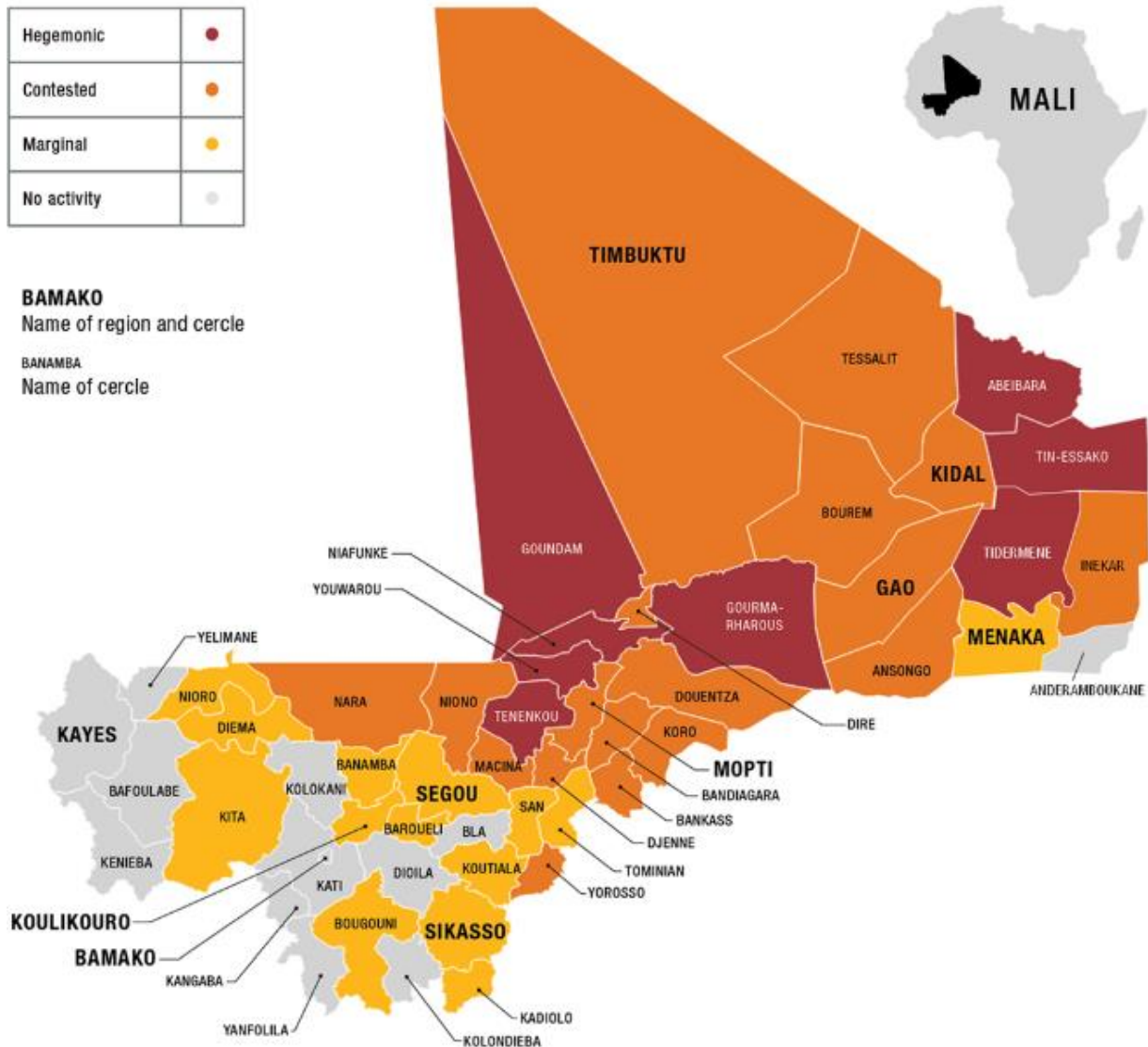
¹⁸⁷ Encyclopædia Universalis France, s.d. [url](#)

2. EIGS - présence et contrôle des territoires¹⁸⁸



¹⁸⁸ The Washington Institute, s.d., [url](#)

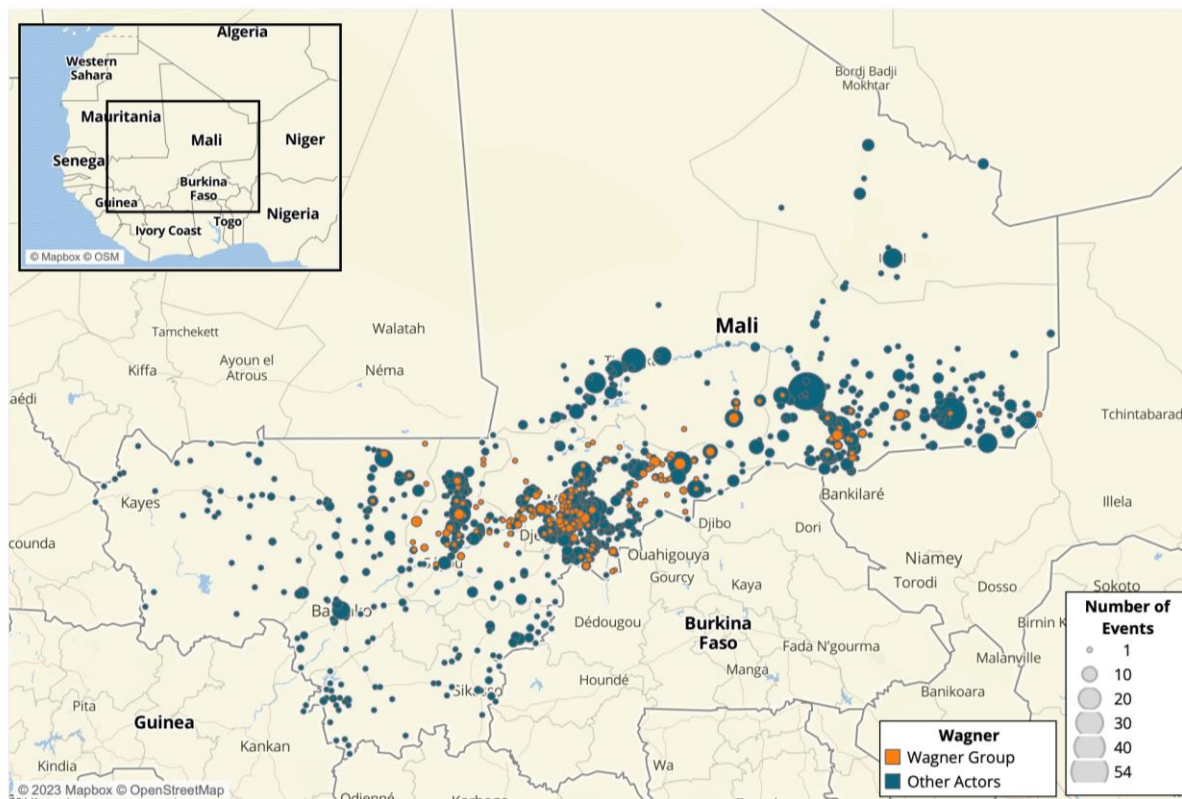
3. Implantation du GSIM au Mali (décembre 2021)¹⁸⁹



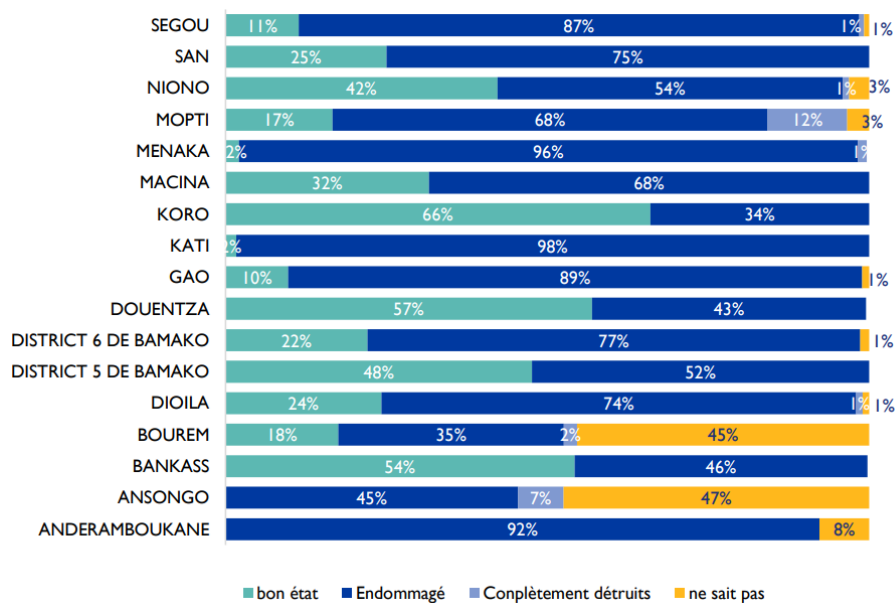
Légende : Une présence « hégémonique » de couleur rouge représente les « cercles dans lesquels le GSIM exerce une influence étendue, contrôlant sinon l'ensemble du district, du moins la plupart des zones situées en dehors des grandes villes » avec leur propre structure de gouvernance. La couleur orange représente les « cercles dans lesquels le GSIM ne contrôle que certaines zones, d'où il peut exercer une influence sur certains villages » mais où « sa présence est fortement contestée par les forces de sécurité gouvernementales ou d'autres groupes armés locaux non étatiques, ce qui réduit sa capacité à exercer un contrôle total sur la zone ». La couleur jaune est attribuée aux « cercles dans lesquels le GSIM a mené de multiples incursions et attaques contre des civils et des forces de sécurité sans parvenir à y établir une présence physique durable » et la couleur grise est attribuée aux « cercles dans lesquels le GSIM n'est pas ouvertement actif, mais où l'existence des cellules jihadistes inactives reste possible ».

¹⁸⁹ ICG, 10/12/2021, [url](#)

4. Violences impliquant le groupe Wagner au Mali entre décembre 2021 et juin 2023¹⁹⁰



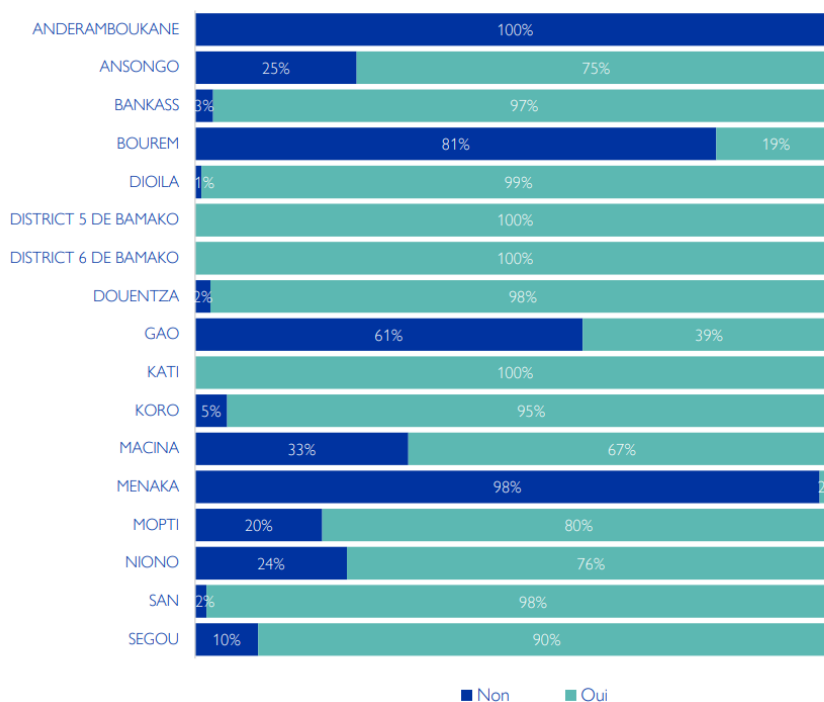
5. Graphiques concernant la situation, les structures et les besoins des PDI au Mali¹⁹¹



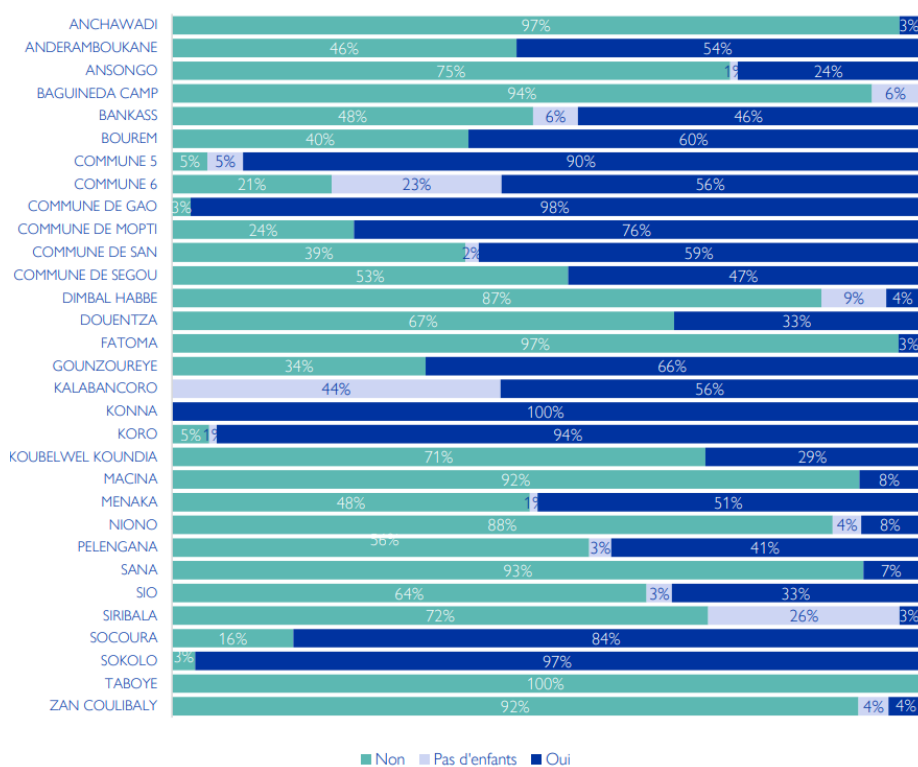
État des abris des PDI selon l'enquête de l'OIM

¹⁹⁰ ACLED, 02/08/2023, [url](#)

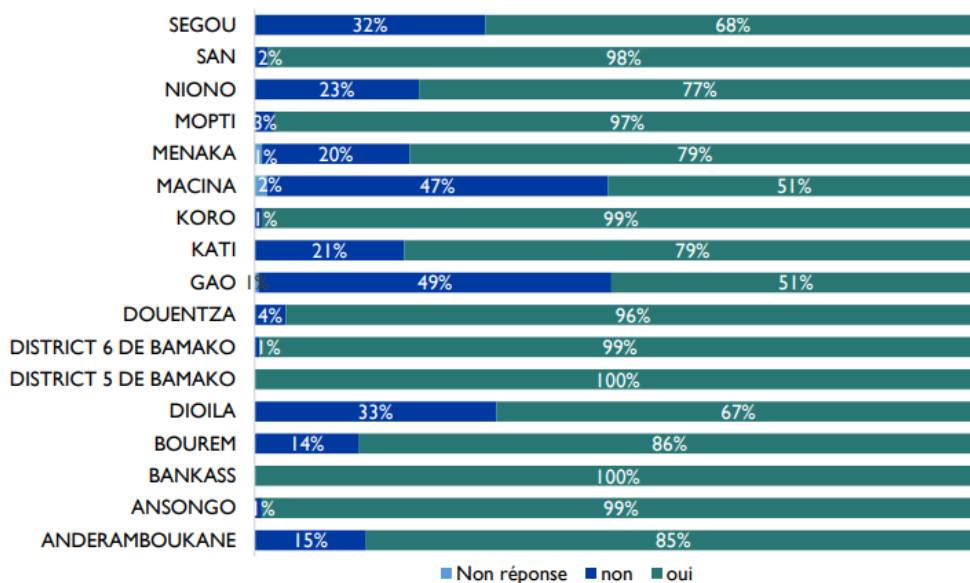
¹⁹¹ DNDS, OIM, HCR, 30/09/2023, [url](#)



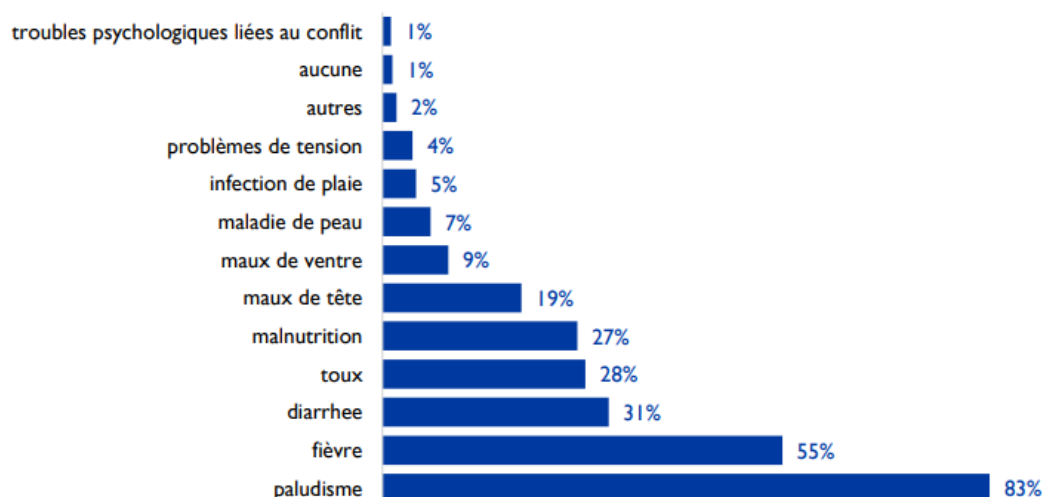
Accès aux latrines



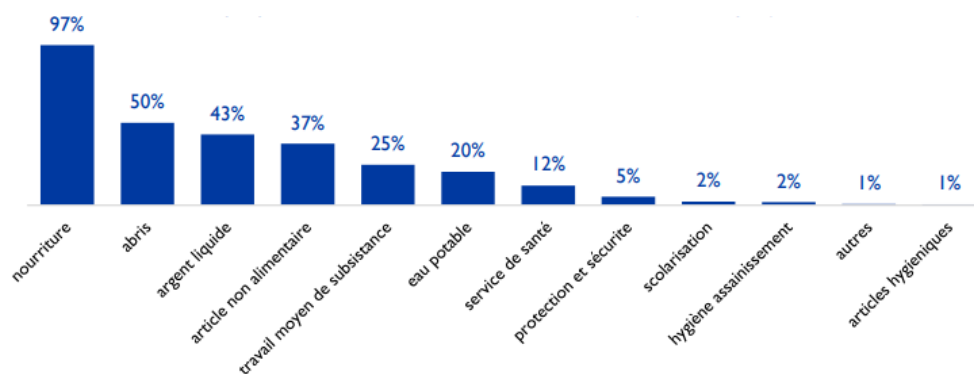
Situation de fréquentation scolaire selon la commune



Accès aux services médicaux de base



Principales maladies répandues sur les sites de déplacés



Besoins prioritaires des PDI selon l'enquête de l'OIM

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

- Afrique XXI, *Dans le nord-est du Mali, l'État islamique en voie de « normalisation » ?*, 13/11/2023, <https://afriquexxi.info/Dans-le-nord-est-du-Mali-l-Etat-islamique-en-voie-de-normalisation> [consulté le 04/12/2023]
- Al Jazeera, *First Russian 'adviser' confirmed killed in Mali blast, report*, 20/04/2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/4/20/first-russian-adviser-killed-in-mali-roadside-bomb-report> [consulté le 04/12/2023]
- Anadolu Ajansi (AA), *Mali : Les mouvements armés du nord créent le "Cadre stratégique permanent"*, 06/05/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-les-mouvements-arm%C3%A9s-du-nord-cr%C3%A9ent-le-cadre-strat%C3%A9gique-permanent/2231813> [consulté le 04/12/2023]
- APA news, *Les engins explosifs improvisés : l'autre arme des jihadistes au Sahel*, 08/11/2022, <https://fr.apanews.net/burkina-faso/les-engins-explosifs-improvises-lautre-arme-redoutable-des-jihadistes-au-sahel/> [consulté le 04/12/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data région Sahel – Mali*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 30/09/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Actor profile: Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)*, 13/11/2023, <https://acleddata.com/2023/11/13/actor-profile-jamaat-nusrat-al-islam-wal-muslimin-jnim/> [consulté le 04/12/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data région Sahel – Mali*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 30/09/2023, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 30/09/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fact Sheet: Attacks on civilians spike in Mali as security deteriorates across the Sahel*, 21/09/2023, <https://acleddata.com/2023/09/21/fact-sheet-attacks-on-civilians-spike-in-mali-as-security-deteriorates-across-the-sahel/#1695314048339-35efa2ac-9273> [consulté le 04/12/2023]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Moving out of the shadows. Shifts in Wagner group operations around the world*, 02/08/2023, <https://acleddata.com/2023/08/02/moving-out-of-the-shadows-shifts-in-wagner-group-operations-around-the-world/> [consulté le 04/12/2023]
- BBC, *Pourquoi le départ précipité des soldats de la paix de l'ONU du nord du Mali et quelles en sont les conséquences*, 30/10/2023, <https://www.bbc.com/afrique/articles/c9e5z59v08ko> [consulté le 04/12/2023]
- BBC, *Wagner : ce qu'on sait sur le groupe mercenaire russe*, 05/04/2022, <https://www.bbc.com/afrique/monde-60985072> [consulté le 04/12/2023]

- Center for Civilians in Conflict (CIVIC), *Protection des civils au Mali. Pourquoi les ressources aériennes sont décisives pour la MINUSMA*, 18/06/2020, https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2020/06/BAT_CIVIC_Report_Mali_FR_web.pdf [consulté le 04/12/2023]
- Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), *Au Mali, la catastrophe s'accélère sous le régime de la junte*, 21/07/2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/au-mali-la-catastrophe-saccelere-sous-le-regime-de-la-junte/> [consulté le 04/12/2023]
- Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), *Le nombre de décès liés aux groupes islamistes militants africains atteint un niveau record*, 21/08/2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/le-nombre-de-deces-lies-aux-groupes-islamistes-militants-africains-atteint-un-niveau-record/> [consulté le 04/12/2023]
- Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), *Réduire la violence entre agriculteurs et éleveurs au Mali*, 20/08/2019, <https://reliefweb.int/report/mali/r-duire-la-violence-entre-agriculteurs-et-leveurs-au-mali> [consulté le 25/09/2020]
- Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), *Le Sahel*, 21/08/2023, <https://africacenter.org/fr/focus-sur/sahel/> [consulté le 04/09/2023]
- Colonel Assimi GOITA @GoitaAssimi, *J'ai signé ce jour avec les Chefs d'Etat du Burkina Faso [...]* [X anciennement twitter], 16/09/2023, <https://x.com/GoitaAssimi/status/1703066338057462267?s=20> [consulté le 04/12/2023]
- Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS), *Nota. ACLED: methodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 21/05/2019]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *COI Focus Mali. Situation sécuritaire*, 14/12/2022, www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_mali_situation_securitaire_20221214.pdf [consulté le 14/10/2023]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *COI Focus Mali. Situation sécuritaire de décembre 2022 à avril 2023*, 04/05/2023, www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_mali_situation_securitaire_20230504.pdf [consulté le 14/10/2023]
- Confédération suisse – Secrétariat d'Etat aux migration (SEM), *Focus Mali, situation sécuritaire*, 07/09/2015, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf> [consulté le 04/12/2023]
- Coordination des Mouvements de l'Entente (CME) via Sahel-Elite, *Mali – Communiqué de la Coordination des Mouvements de l'Entente (CME): Déclaration du 1er Congrès ordinaire*, 13/05/2018, <https://httpsahel-elite.com/2018/05/13/mali-communique-de-la-coordination-des-mouvements-de-lentente-cme-declaration-du-1er-congres-ordinaire/> [consulté le 04/12/2023]
- Counter Extremism Project (CEP), *Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM)*, 27/03/2023, <https://www.counterextremism.com/threat/al-qaeda-islamic-maghreb-aqim> [consulté le 04/12/2023]
- Counter Extremism Project (CEP), *CEP – KAS: Sahel Monitoring August 2023*, 11/09/2023, <https://www.counterextremism.com/blog/cep-kas-sahel-monitoring-august-2023> [consulté le 04/12/2023]
- Counter Extremism Project (CEP), *CEP – KAS: Sahel Monitoring September 2023*, 23/10/2023, <https://www.counterextremism.com/blog/cep-kas-sahel-monitoring-september-2023> [consulté le 04/12/2023]
- Counter Extremism Project (CEP), *Mali: Extremism and Terrorism*, 19/09/2023, <https://www.counterextremism.com/countries/mali-extremism-and-terrorism> [consulté le 04/12/2023]
- Counter Extremism Project (CEP), *CEP – KAS: Sahel Monitoring October 2023*, 27/11/2023, <https://www.counterextremism.com/blog/cep-kas-sahel-monitoring-october-2023> [consulté le 04/12/2023]
- Deutsche Welle (DW), *Au Sahel, vivre sous la menace terroriste*, 08/09/2023, <https://www.dw.com/fr/mali-niger-burkina-sahel-attaque-djihadiste/a-66763385?maca=fra-rss-fre-all-1482-rdf> [consulté le 04/12/2023]
- Direction Nationale du développement Social (DNDS), International Organization for Migration (OIM), Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Mali – Rapport sur les Mouvements de Populations (Septembre 2023)*, 30/09/2023, <https://dtm.iom.int/fr/reports/mali-rapport-sur-les-mouvements-de-populations-septembre-2023> [consulté le 04/12/2023]

European Commission's Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO), *Mali - Conflict, impact on civilians (DG ECHO partners, media, ACLED) (ECHO Daily Flash of 08 November 2023)*, 08/11/2023, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-conflict-impact-civilians-dg-echo-partners-media-acled-echo-daily-flash-08-november-2023> [consulté le 04/12/2023]

Encyclopædia Universalis France, *Mali*, s.d. <https://www.universalis.fr/atlas/afrique/mali/> [consulté le 04/12/2023]

Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH), Association malienne des droits de l'homme (AMDH), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 11/07/2012, <http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapmali592f.pdf> [consulté le 04/12/2023]

Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH), *Mali : L'attaque contre les civil-es du bateau « Tombouctou » constitue un crime de guerre*, 11/09/2023, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/mali-l-attaque-contre-les-civil-es-du-bateau-tombouctou-constitue-un> [consulté le 04/12/2023]

France 24, *Au Mali, les ex-rebelles du Nord déclarent être "en temps de guerre" avec la junte*, 12/09/2023, <https://www.france24.com/fr/afrique/20230912-au-mali-les-ex-rebelles-du-nord-d%C3%A9clarent-%C3%AAtre-en-temps-de-guerre-avec-la-junte> [consulté le 04/12/2023]

France 24, *Le colonel Assimi Goïta officiellement nommé président du Mali*, 29/05/2021, https://www.france24.com/fr/afrique/20210529-le-colonel-assimi-go%C3%AFta-officiellement-nomm%C3%A9-pr%C3%A9sident-du-mali?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 04/12/2023]

France 24, *Le MNLA déclare l'indépendance du nord du Mali*, 06/04/2012, <https://www.france24.com/fr/20120406-rebelles-touaregs-mnla-independance-nord-pays-mali-azawad> [consulté le 04/12/2023]

France 24, *Pour le chef d'état-major, l'ONU au Mali "ne peut, à elle seule, restaurer la sécurité"*, 09/12/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20211209-avec-la-fin-de-barkhane-l-onu-face-%C3%A0-un-enjeu-s%C3%A9curitaire-suppl%C3%A9mentaire-au-mali> [consulté le 04/12/2023]

France 24, *Référendum constitutionnel au Mali : quels sont les principaux points du nouveau texte?*, 16/06/2023, <https://www.france24.com/fr/afrique/20230616-r%C3%A9f%C3%A9rendum-constitutionnel-au-mali-quels-sont-les-principaux-points-du-nouveau-texte> [consulté le 04/12/2023]

Franceinfo, *Evguéni Prigojine, le fondateur de Wagner, estime que le groupe paramilitaire russe défend "les démunis africains"*, 26/09/2022, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/centrafrique/evgueni-prigojine-le-fondateur-de-wagner-estime-que-le-groupe-paramilitaire-russe-defend-les-demunis-africains_5382139.html-xtor=RSS-3-%5Bmonde/afrique%5D [consulté le 04/12/2023]

Franceinfo, *Sahel : "Au Mali et au Burkina Faso, les services de sécurité sont quasiment effondrés", affirme Alain Antil, chercheur à l'IFRI*, 12/01/2022, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/sahel-au-mali-et-au-burkina-faso-les-services-de-securite-sont-quasiment-effondres-affirme-alain-antil-chercheur-a-l-ifri_4912705.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter-xtor=RSS-3-%5Bmonde/afrique%5D [consulté le 04/12/2023]

Franceinfo, *Tensions entre la France et le Mali : Paris et Bamako suspendent la délivrance de visas*, 10/08/2023, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/tensions-entre-la-france-et-le-mali-bamako-suspend-la-delivrance-de-visas-par-reciprocite_5999606.html?utm_medium=twitter#xtor=RSS-3-%5Bmonde/afrique%5D [consulté le 04/12/2023]

Flightradar24, About Flightradar24, s.d., <https://www.flightradar24.com/about> [consulté le 05/12/2023]

Flightradar24.com, *Sky Mali routes and destinations*, s.d., <https://www.flightradar24.com/data/airlines/ml-fml/routes> [consulté le 05/12/2023]

Global Education Cluster, *Cluster Education Mali - - situation des Ecoles*, 15/08/2023, <https://reliefweb.int/attachments/11738c2c-e144-4d39-b4f0-c99470d59e6c/Cluster%20Education%20Mali%20-%20Situation%20des%20Ecoles%2C%20Juin%202023.pdf> [consulté le 04/12/2023]

Global Fire Power (GFP), *2022 Mali Military Strength*, 2022, <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php> [consulté le 04/12/2023]

- Global Fire Power (GFP), 2023 Mali Military Strength, 01/09/2023, https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=mali [consulté le 04/12/2023]
- Gouvernement de la République du Mali, *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger*, 15/05/2015, https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/Accord_pour_la_Paix_et_la_R%C3%A9conciliation_au_Mali_-_Issu_du_Processus_d%27Alger_0.pdf [consulté le 04/12/2023]
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Note de protection (avril, mai, juin et juillet 2023)*, 12/10/2023, https://reliefweb.int/attachments/a7c08177-25f2-4ead-9e03-55b89f73b6f4/Mali_Note%20de%20protection%20avril-juillet%202023.pdf [consulté le 04/12/2023]
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Rapport national de l'étude sur les « obstacles à l'accès et à la continuité de l'éducation pour les enfants e, situation de déplacement forcés dans la région du Sahel Central » Mali*, 09/11/2023, https://reliefweb.int/attachments/57bc5360-5b13-49c3-be9d-d4c49d1678e5/MALI_Rapport_national_FINAL.pdf [consulté le 04/12/2023]
- Huffpost, *Dans le Sahel, les jihadistes déclarent leur union avec l'Etat islamique*, 14/01/2018, https://web.archive.org/web/20180116172453/http://www.huffpostmaghreb.com:80/2018/01/14/daesh-sahel-g5_n_18999184.html [consulté le 18/11/2022]
- Human Right Watch (HRW), *« Combien de sang doit encore couler ? » : Atrocités commises contre des civils dans le centre du Mali, 2019*, 10/02/2020, <https://reliefweb.int/report/mali/combien-de-sang-doit-encore-couler-atrocites-commises-contre-des-civils-dans-le-centre> [consulté le 04/12/2023]
- Human Right Watch (HRW), *Le conflit armé au Mali et ses conséquences. Recueil de documents publiés par Human Rights Watch, 2012 - 2017*, 02/02/2017, https://www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/malicompendium0217fr.pdf [consulté le 04/12/2023]
- Human Right Watch (HRW), *Mali : De nouvelles atrocités commises par l'armée malienne et par des combattants présumés du groupe Wagner*, 24/07/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/07/24/mali-de-nouvelles-atrocites-commises-par-larmee-malienne-et-par-des-combattants> [consulté le 24/07/2023]
- Human Right Watch (HRW), *Mali : Les groupes armés islamistes multiplient les meurtres et les viols*, 13/07/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/07/13/mali-les-groupes-armes-islamistes-multiplient-les-meurtres-et-les-viols> [consulté le 04/12/2023]
- Insecurity Insight, *Attacked and Threatened: Health Care at Risk*, 30/11/2023, <https://mapaction-maps.herokuapp.com/health> [consulté le 04/12/2023]
- International Crisis Group (ICG), 13/10/2023, <https://reliefweb.int/attachments/15925076-d440-4b91-9ff7-b5458924be42/Mali%20Confrontation%20Sept%202023.pdf> [consulté le 04/12/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Mali : la paix à marche forcée ?*, 22/05/2015, <https://web.archive.org/web/20220119011256/https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/226-mali-an-imposed-peace-french.pdf> [consulté le 04/12/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Mali, un coup dans le coup*, 27/05/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/mali-un-coup-dans-le-coup> [consulté le 04/12/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Mali: Enabling Dialogue with the Jihadist Coalition JNIM*, 10/12/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/306-mali-enabling-dialogue-jihadist-coalition-jnim> [consulté le 04/12/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Nord du Mali: une confrontation dont personne ne sortira vainqueur*, 09/11/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali> [consulté le 04/12/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Northern Mali: A Conflict with No Victors*, 13/10/2023, <https://www.crisisgroup.org/node/21618> [consulté le 04/12/2023]
- International Crisis Group (ICG), *Saving Momentum for Change in Mali's Transition*, 21/09/2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/304-transition-au-mali-preserver-laspiration-au-changement> [consulté le 04/12/2023]

International Organization for Migration (OIM), *Mali — Rapport sur les mouvements de populations (Septembre 2023)*, 30/09/2023, <https://dtm.iom.int/fr/reports/mali-rapport-sur-les-mouvements-de-populations-septembre-2023> [consulté le 05/12/2023]

Jeune Afrique (Groga-Bada M.), *Nord-Mali : comment le MNLA a été chassé de Gao*, 04/07/2012, <http://www.jeuneafrique.com/140859/politique/nord-mali-comment-le-mnla-a-t-chass-de-gao/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique (Mihoubi S.), *Mali : un an après la signature de l'Accord d'Alger, quel avenir pour le Nord ?*, 20/06/2016, <http://www.jeuneafrique.com/334516/politique/mali-paix-ans-apres-signature-de-laccord-dalger/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, Sahel : entre Iyad Ag Ghali et Abu al-Bara al-Sahraoui, la guerre des (chefs) jihadistes, 17/10/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1385803/politique/sahel-entre-iyad-ag-ghali-et-abu-al-bara-al-sahraoui-la-guerre-des-chefs-jihadistes/> [consulté le 18/11/2022]

Jeune Afrique, *Au Mali, des avions de chasse survolent Kidal et provoquent une riposte de la CMA*, 05/04/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1433624/politique/au-mali-des-avions-de-chasse-survolent-kidal-et-provoquent-une-riposte-de-la-cma/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Au Mali, la junte décide de reporter la présidentielle*, 25/09/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1486200/politique/au-mali-la-junte-decide-de-reporter-la-presidentielle/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Au Mali, le référendum sur la nouvelle Constitution empêché dans le nord*, 18/06/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1454919/politique/au-mali-le-referendum-sur-la-nouvelle-constitution-empêche-dans-le-nord/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Au Mali, nouvelle scission entre les groupes armés du Nord*, 25/09/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1486227/politique/au-mali-nouvelle-scission-entre-les-groupes-armes-du-nord/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Au Mali, Tombouctou renoue avec ses vieux démons jihadistes*, 11/09/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1480608/politique/au-mali-tombouctou-renoue-avec-ses-vieux-demons-jihadistes/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *La bataille de Ber signe-t-elle le retour de la guerre entre Bamako et les anciens rebelles ?*, 24/08/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1475816/politique/la-bataille-de-ber-signe-t-elle-le-retour-de-la-guerre-entre-bamako-et-les-anciens-rebelles/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Le gouvernement malien demande à la Minusma de quitter son pays « sans délai »*, 16/06/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1454829/politique/le-gouvernement-malien-demande-a-la-minusma-de-quitter-son-pays-sans-delai/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Le Mali, le Burkina Faso et le Niger scellent « l'Alliance des États du Sahel »*, 16/09/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1483586/politique/le-mali-le-burkina-et-le-niger-scellent-lalliance-des-etats-du-sahel/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Mali : affrontements entre des islamistes et des touaregs dans le Nord*, 08/06/2012, <http://www.jeuneafrique.com/175718/politique/mali-affrontements-entre-des-islamistes-et-des-touaregs-dans-le-nord/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Mali : attaque meurtrière sur un poste frontière près du Burkina Faso*, 20/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/777405/politique/mali-attaque-meurtriere-sur-un-poste-frontiere-pres-du-burkina-faso/> [consulté le 04/12/2023]

Jeune Afrique, *Mali : guerre d'influence entre Paris et Moscou autour du renouvellement de la Minusma*, 30/06/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1358065/politique/mali-guerre-dinfluence-entre-paris-et-moscou-autour-du-renouvellement-de-la-minusma/> [consulté le 05/12/2023]

Jeune Afrique, *Mali : quand Wagner devient la cible privilégiée des jihadistes du JNIM*, 10/11/2022, https://www.jeuneafrique.com/1391918/politique/mali-quand-wagner-devient-la-cible-privilegiee-des-jihadistes-du-jnim/?utm_source=newsletter-ja-actu-v4&utm_campaign=newsletter-ja-actu-v4-14-11-2022&utm_medium=email&utm_content=les_plus_lus_article_3 [consulté le 04/12/2023]

- José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, Central Sahel: conflict deaths & incidents [X anciennement twitter], 27/09/2023, https://x.com/J_LuengoCabrera/status/1706982562663477258 [consulté le 04/12/2023]
- José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, *Mali: armed violence* [X anciennement twitter], 20/11/2023, https://x.com/J_LuengoCabrera/status/1726556966049448059?s=20 [consulté le 04/12/2023]
- La croix, *Mali : la mission de l'ONU se retire de deux ses deux camps*, 01/10/2023, <https://www.la-croix.com/international/Mali-mission-ONU-retire-deux-camps-2023-10-16-1201287123> [consulté le 04/12/2023]
- La Libre, *Mali : 49 civils et 15 soldats tués dans deux attaques "terroristes"*, 08/09/2023, https://www.lalibre.be/international/afrique/2023/09/08/mali-49-civils-et-15-soldats-tues-dans-deux-attaques-terroristes-5LFSO7GAEJASVBU4FLPU3CROZ4/?utm_medium=twitter [consulté le 04/12/2023]
- La Libre, *Mali: un ex-officier désigné pour conduire la transition sous ascendant militaire*, 22/09/2020, <https://afrique.lalibre.be/54139/mali-un-ex-officier-designe-pour-conduire-la-transition-sous-ascendant-militaire/> [consulté le 04/12/2023]
- Le Figaro, *Mali : des groupes armés revendiquent la prise d'une ville clé après de violents combats*, 12/09/2023, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mali-des-groupes-armes-revendiquent-la-prise-d-une-ville-cle-apres-de-violents-combats-20230912> [consulté le 05/12/2023]
- Le Figaro, *Mali: Ibrahim B. Keïta élu avec 77,61%*, 15/08/2013, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/15/97001-20130815FILWWW00077-mali-ibrahim-b-keita-elu-avec-7761.php> [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *Au Mali, le colonel Assimi Goïta annonce avoir démis le président et le premier ministre de transition*, 25/05/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/25/au-mali-le-colonel-assimi-goita-annonce-avoir-demis-le-president-et-le-premier-ministre-de-transition_6081401_3212.html [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *Au Mali, le président et le premier ministre de transition ont démissionné*, 27/06/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/26/au-mali-le-president-et-le-premier-ministre-de-transition-ont-demissionne_6081561_3212.html [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *Dans le nord du Mali, la guerre a repris entre l'armée et les anciens rebelles indépendantiste*, 05/10/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/10/05/dans-le-nord-du-mali-la-guerre-a-repris-entre-l-armee-et-les-ex-rebelles-independantistes_6192508_3212.html?random=388332423 [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *La grande désillusion algérienne au Sahel*, 23/11/2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/23/la-grande-desillusion-algerienne-au-sahel_6201889_3210.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter&random=2113305425 [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *La zone des « trois frontières », point brûlant de la guerre au Sahel*, 27/11/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/27/la-zone-des-trois-frontieres-point-brulant-de-la-guerre-au-sahel_6020752_3212.html [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *Les coups d'Etat en Afrique se succèdent depuis 2019 : Mali, Soudan, Niger...*, 09/09/2023, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/09/09/les-coups-d-etat-en-afrique-se-succedent-depuis-2019-mali-soudan-niger_6188565_4355770.html [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *Mali : attaque contre un camp militaire dans le nord du pays*, 27/01/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/27/mali-attaque-contre-un-camp-militaire-dans-le-nord-du-pays_5248112_3212.html [consulté le 05/12/2023]
- Le Monde, *Au Mali, les drones de l'armée malienne frappent Kidal, bastion des rebelles du Nord*, 08/11/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/11/08/au-mali-les-drones-de-l-armee-malienne-frappent-kidal-bastion-des-rebelles-du-nord_6199040_3212.html [consulté le 05/12/2023]
- Libération, *L'Etat islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières*, 12/12/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935/ [consulté le 18/11/2022]
- Maliactu, *Mali: Dan Na Amassagou ciblé une deuxième fois par l'armée malienne*, 06/09/2019, <https://maliactu.net/mali-dan-na-amassagou-cible-une-deuxieme-fois-par-larmee-malienne/> [consulté le 05/12/2023]

Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Point de presse sur le renouvellement du mandat de la MINUSMA - Bamako, 7 juillet 2022*, 11/07/2022, <https://minusma.unmissions.org/point-de-presse-sur-le-renouvellement-du-mandat-de-la-minusma%C2%A0-bamako-7-juillet-2022%C2%A0> [consulté le 05/12/2023]

Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Appui au processus politique et aide à la stabilisation du Mali*, s.d., <https://minusma.unmissions.org/%C3%A0-propos> [consulté le 05/12/2023]

Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Effectifs*, 02/06/2022, <https://minusma.unmissions.org/effectifs> [consulté le 05/12/2023]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 3 août, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali* 03/08/2023, https://digitallibrary.un.org/record/4019115/files/S_2023_578-FR.pdf?ln=fr [consulté le 05/12/2023]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, 09/08/2018 <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1823299.DOC.pdf> [consulté le 05/12/2023]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*, 01/06/2023, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/230601_mandate_renewal_report_fr.pdf [consulté le 05/12/2023]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général* 01/06/2023, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/230601_mandate_renewal_report_fr.pdf [consulté le 05/12/2023]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*, 29/09/2020, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/s_2020_952_f.pdf [consulté le 05/12/2023]

Nations unies - Mali, *Analyse rapide des impacts socio-économiques du Covid-19 au Mali*, 21/05/2020, https://drive.google.com/file/d/1mUcwOjKdBFdp_HLjZE26fCGhpFEtAix/view [consulté le 05/12/2023]

Nations unies, *Le Conseil de sécurité met fin au mandat de la MINUSMA, adopte une résolution de retrait*, 30/06/2023, <https://peacekeeping.un.org/fr/le-conseil-de-securite-met-fin-au-mandat-de-la-minusma-adopte-une-resolution-de-retrait#:~:text=Prenant%20en%20consid%C3%A9ration%20la%20lettre,%20hui%2C%2030%20juin%202023> [consulté le 05/12/2023]

Nations unies, *Pertes en vies humaines*, 30/09/2023, <https://peacekeeping.un.org/fr/fatalities> [consulté le 05/12/2023]

Nations unies Info, *Au moins 200.000 enfants risquent de mourir de faim au Mali*, 02/09/2023, <https://reliefweb.int/report/mali/au-moins-200000-enfants-risquent-de-mourir-de-faim-au-mali> [consulté le 05/12/2023]

Radio France international (RFI) (Chanda T.), *Les grandes dates de la crise malienne*, 23/07/2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130719-mali-presidentielle-dates-chronologie-crise> [consulté le 05/12/2023]

Radio France international (RFI), *L'accord de paix pour le nord du Mali officiellement ratifié*, 20/06/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150620-mali-signature-accord-paix-bamako-cma-azawad> [consulté le 05/12/2023]

Radio France international (RFI), *Mali : le MNLA évincé de son dernier bastion d'Ansongo*, 12/07/2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120712-mali-le-mnla-evinced-son-dernier-bastion-ansongo> [consulté le 05/12/2023]

Radio France international (RFI), *Mali : le MSA intègre la plateforme des mouvements armés du Nord*, 14/07/2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190714-mali-msa-mouvement-azawad-plateforme-mouvements-armes-nord> [consulté le 05/12/2023]

Radio France international (RFI), *Mali : qui est Dan Nan Ambassagou, la milice accusée du massacre d'Ogossagou?*, 25/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190325-mali-milice-dan-nan-ambassagou-milice-accusee-massacre-ogossagou> [consulté le 05/12/2023]

- Radio France international (RFI), *Mali: qui est Dan Nan Ambassagou, la milice accusée du massacre d'Ogossagou?*, 25/09/2020, <http://rfi.my/6b3b> [consulté le 05/12/2023]
- République du Mali, *Décret n°2023-0401/PT- RM du 22 juillet 2023 portant promulgation de la constitution*, 22/07/2023, <https://sqq-mali.ml/JO/2023/mali-jo-2023-13-sp-2.pdf> [consulté le 05/12/2023]
- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali*, 10/2019, https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-11/1910_sipri_report_impacts_des_groupes_armes_sur_les_populations_au_nord_et_au_centre_du_mali.pdf [consulté le 05/12/2023]
- Studio Tamani, *Le train voyageur reprend du service, au bonheur des populations*, 09/06/2023, <https://www.studiotamani.org/136728-le-train-voyageur-reprend-du-service-au-bonheur-des-populations> [consulté le 05/12/2023]
- The Washington Institute for Near East Policy, *Exploiting a "vast Jihad arena". The Islamic State takes territory in Mali*, 26/09/2023, <https://www.washingtoninstitute.org/media/6787> [consulté le 05/12/2023]
- The Washington Institute for Near East Policy, *The Islamic State*, s.d., <https://www.washingtoninstitute.org/islamicstateinteractivemap/#home> [consulté le 05/12/2023]
- TV5 Monde, *Mali : l'unique ligne de train du pays reprend du service*, 11/06/2023, <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-lunique-ligne-de-train-du-pays-reprend-du-service-2646557> [consulté le 05/12/2023]
- Union Africain (UA), *Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala)*, 23/10/2009 <https://au.int/fr/treaties/convention-de-lunion-africaine-sur-la-protection-et-lassistance-aux-personnes-deplacees-en> [consulté le 04/12/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Suivi de la réponse humanitaire*, 02/10/2023, <https://reliefweb.int/attachments/e2d7339a-0928-4d08-8cc1-3d735f6f0eae/PMR2023%20Juinvf.pdf> [consulté le 05/12/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Suivi de la réponse humanitaire*, 02/10/2023, <https://reliefweb.int/attachments/e2d7339a-0928-4d08-8cc1-3d735f6f0eae/PMR2023%20Juinvf.pdf> [consulté le 12/10/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Plus de 200 victimes causées par les engins explosifs au Mali depuis janvier 2022*, 12/09/2022, https://reliefweb.int/attachments/87091b2a-eb1f-4cb7-b8d0-5903fc30bde4/artcile_LAMH_au_Mali_article_Draft_valid%C3%A9_mis_%C3%A0_jour_au_31_ao%C3%BBt_22.pdf [consulté le 05/12/2023]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Mali. Qui fait quoi et où (3W). Présence opérationnelle des acteurs humanitaires (au 31 juillet 2023)*, 23/08/2023, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-qui-fait-quoi-et-ou-3w-presence-operationnelle-des-acteurs-humanitaires-au-31-juillet-2023> [consulté le 05/12/2023]
- United Nations Population Fund (UNFPA), *Etude monographique sur la démographie, la paix et la sécurité au Sahel. Le cas du Mali*, 17/11/2020, https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fr_-_etude_monographique_sur_la_demographie_la_paix_et_la_securite_au_sahel_-_cas_du_mali.pdf [consulté le 05/12/2023]
- Voice of Africa (VOA), *Des soldats maliens à Kidal pour des patrouilles mixtes*, 05/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/des-soldats-maliens-%C3%A0-kidal-pour-des-patrouilles-mixtes/4381208.html> [consulté le 05/12/2023]